

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



M 01139 - 355 - F: 3,00 €

DOSSIER

CAMOUFLAGE : L'ART DE NE PAS ETRE VU

CSFM

ENTRETIEN AVEC
LE NOUVEAU
SECRETAIRE GENERAL



ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

FORCES EN ACTION

- 4** Prêts à combattre et soigner sous le feu
- 10** Tiger Meet
- 12** Les opex en bref
- 14** Portfolio

MODERNISATION

- 16** Draguignan : artilleurs et fantassins sous le même toit

FOCUS DÉFENSE

- 20** Contrôleurs de défense aérienne
- 24** Budget Défense en 2011 respectueux des grands équilibres
- 26** Entretien avec Philippe de Maleissye, secrétaire général du CSFM
- 30** Coopération civilo-militaire : mission full contact
- 34** Un collège d'inspecteurs pour le ministre
- 36** Météo : le temps qu'il fera pour la Défense
- 40** La Défense aux Rendez-vous de l'Histoire
- 44** Repères

DOSSIER

- 46** Camouflage : l'art de ne pas être vu
- 48** Casser les formes, briser les lignes
- 50** La nature donne le ton
- 54** Leurrer pour rester dans l'ombre
- 56** Procédure de silence
- 58** Le « Cam » investit la tendance

DÉTOURS

- 60** Culture : Interview de Jacques Perrin

PERSPECTIVES

- 64** Document photo
- 65** Histoire

KIOSQUE

- 66** Sélection



FORCES EN ACTION

PRÊTS À COMBATTRE ET SOIGNER SOUS LE FEU

MODERNISATION



Artilleurs et fantassins sous le même toit

Batiments depuis 1945 à Draguignan, l'Ecole d'artillerie et l'Ecole de l'infanterie ont été regroupées. Ce rapprochement permet de partager efficacement des formations et des ressources.

La modernisation de l'armée française est un processus continu. Elle vise à adapter les forces armées aux défis du XXI^e siècle.

Les investissements dans la recherche et le développement sont essentiels pour maintenir la supériorité technologique.

La coopération internationale joue un rôle croissant dans la modernisation des armées.

Le budget de la Défense est soumis à une rigoureuse évaluation pour garantir l'efficacité des dépenses.

La formation des personnels est adaptée aux nouvelles missions et technologies.

La maintenance et la logistique sont optimisées pour réduire les coûts et améliorer la disponibilité.

La communication et l'information sont renforcées pour améliorer la coordination et la prise de décision.

La sécurité des infrastructures et des données est une priorité absolue.

La résilience des systèmes est renforcée pour résister aux cyberattaques et autres menaces.

La transparence et la responsabilité sont des valeurs fondamentales.

La collaboration avec les partenaires industriels est essentielle pour l'innovation.

La formation continue est encouragée pour maintenir les compétences à jour.

La santé et le bien-être des personnels sont des facteurs clés de la performance.

La gestion des ressources humaines est optimisée pour attirer et retenir les talents.

La culture d'entreprise est renforcée pour favoriser l'engagement et l'innovation.

La communication externe est améliorée pour renforcer la confiance du public.

La gestion des crises est renforcée pour répondre rapidement aux défis.

La recherche et le développement sont encouragés pour anticiper les menaces futures.

La coopération avec les universités est encouragée pour favoriser l'innovation.

La gestion des données est optimisée pour améliorer l'efficacité des opérations.

La sécurité des réseaux est renforcée pour protéger les informations sensibles.

La formation des personnels est adaptée aux nouvelles technologies.

La maintenance et la logistique sont optimisées pour réduire les coûts.

La communication et l'information sont renforcées pour améliorer la coordination.

La résilience des systèmes est renforcée pour résister aux cyberattaques.

La collaboration avec les partenaires industriels est essentielle pour l'innovation.

La formation continue est encouragée pour maintenir les compétences à jour.

La santé et le bien-être des personnels sont des facteurs clés de la performance.

La gestion des ressources humaines est optimisée pour attirer et retenir les talents.

La culture d'entreprise est renforcée pour favoriser l'engagement et l'innovation.

4

FORCES EN ACTION

Prêts à combattre et soigner sous le feu

Avec le stage MédicHos, organisé par le Service de santé des armées, la future structure médicale du 2^e RIMA, qui doit partir en opérations en Afghanistan, aborde la phase finale de leur formation.

16

MODERNISATION

Une deuxième école à Draguignan

Depuis cet été, l'Ecole de l'infanterie est colocalisée avec l'Ecole d'artillerie de Draguignan. En mutualisant leurs capacités, elles réduisent leurs coûts.

46

DOSSIER

L'art de ne pas être vu

Le camouflage met fin à une tradition guerrière où, pour le combattant, la bravoure allait de pair avec le fait d'être vu. Aujourd'hui, la discrétion est devenue une arme pour tromper l'ennemi. Revue de détails en images.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Directeur de la publication : Laurent Teisseire. **Directeur de la rédaction :** colonel (terre) Benoît Trochu. **Chef du bureau de la rédaction :** lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. **Rédacteur en chef :** chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. **Rédacteur en chef adjoint :** adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). **Secrétariat de rédaction :** Juliette Démoutiez, Yves Le Guludec. **Chef des reportages :** sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). **Rédaction :** Carine Bobbera (48 07), enseignante de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Samantha Lille (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Llouquet (48 01), Éléonore Krempff (44 35), Aude Le Calvé (33 18), Linda Verhaeghe (48 26), Nelly Moussu. **Prestations intellectuelles :** Stéphanie Brandin, Gwenola de Geloës, Paul Hessenbruch, Jean-Claude Jaeger, Thierry Widemann. **Chef service photo :** adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44). **Directeur de fabrication :** Serge Couplier (01 44 42 32 42). **Photogravure :** Open Graphic. **Impression et mise en page :** Circleprinters. **Routage :** CRP. Commission paritaire n° 0211 B 05686. **Dépôt légal :** février 2003. Dicod – école militaire – 1, place Joffre – 75007 Paris. **Contact publicité (ECPAD) :** Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr **Abonnés (ECPAD) :** 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr **Diffusion :** 01 44 42 32 42 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr. Photo de couverture : Philippe Poulet/MaxPPP

Apporter aux blessés sur le terrain les premiers secours exige du personnel militaire soignant sang-froid et minutie. Avec le stage Médichos, organisé par le Service de santé des armées, la future structure médicale du 2^e RIMa, qui partira bientôt en opérations dans la province de Surobi, en Afghanistan, aborde la phase finale de leur formation. Situations d'urgence et réalisme garantis...

Par Cynthia Glock - Photos : Jérôme Salles/ECPAD

PRÊTS À COMBATTRE E



T SOIGNER SOUS LE FEU





« Le défi à relever : combiner leur rôle de soignant et de combattant sans se mettre en danger. »

Ci-contre à gauche :
L'infirmière administre les premiers soins d'urgence au « blessé », attentive aux conseils du médecin principal Nicolas Zeller.

Ci-dessus :
Le médecin stagiaire pose une « perf ». Un geste qui nécessite précision et maîtrise, même dans les conditions de stress.

Ci-dessous, de gauche à droite :
Des spécialistes griment une dizaine de faux blessés. Experts dans l'art du « maquillage de guerre », ils peuvent reproduire avec réalisme toutes sortes de blessures. Des blessés arrivent par vagues au poste de secours. Inscrites au feutre sur leurs fronts, des indications sur les traitements reçus. Le médecin remplit des fiches correspondant à chaque blessé.



Une section d'infanterie émerge d'un sous-bois. Parmi la quarantaine de soldats, rien ne distingue les douze médecins et infirmiers militaires stagiaires. Harnachés et armés comme les autres, ils entament, après une nuit de marche dans la campagne sarthoise, la dernière journée de leur formation MédicHos (médicalisation en milieu hostile), point d'orgue de leur préparation avant d'être projetés en Afghanistan. Organisé par le Service de santé des armées, MédicHos est pour les stagiaires le terme d'un cycle complet d'aguerrissement. Une préparation débutée au Centre d'instruction aux techniques élémentaires de réanimation de l'avant (Citera), à l'hôpital d'instruction des armées (HIA) Clermont-Tonnerre de Brest. Dans quelques semaines, ils formeront la structure médicale du groupement tactique interarmes (GTIA) armé par le 2^e Régiment d'infanterie de marine (RIMa), dans la province de Surobi à l'est de Kaboul. *« Les actes et les gestes médicaux, ils les connaissent par cœur, explique le docteur (colonel) Mehdi Ould Ahmed, médecin-chef du Citera de l'HIA de Brest et directeur de l'exercice. Mais combiner leur rôle de soignant et celui de combattant, sans se mettre en danger ni mettre en danger les autres, c'est un tout autre défi qu'ils doivent relever. »*

Catalogue de blessures

Le médecin-chef prend à part un médecin et une infirmière qui lèvent vers lui leurs yeux hagards et leurs visages creusés par la fatigue. *« Dirigez-vous vers ce hangar. A quelques kilomètres, une compagnie se fait accrocher. A cet instant, vous êtes les seuls personnels de santé disponibles pour le soutien médical. »* Les deux stagiaires se pressent vers le bâtiment, tandis qu'au loin, des tirs se font entendre. *« Est-ce que l'ennemi se rapproche ? »*, demande l'infirmière. *« En tout cas, nous allons sûrement devoir gérer un afflux de blessés »,* augure le médecin. Quelques planches qui peuvent servir de brancards, des briques, un poste de transmission radio : voilà tout ce dont ils disposent. *« Il faut créer un point de rassemblement. »* Aux aguets, sans perdre de temps et le fusil en bandoulière, les stagiaires extraient de leur paquetage le matériel pour les premiers soins : poches de perfusion, cathéters, garrots, pansements, etc.

Derrière le hangar, une équipe de soignants du 1^{er} Régiment médical de Metz, spécialistes du « maquillage de guerre », achèvent de grimer une dizaine de faux blessés. A l'aide de ■■■■



« Cette ambiance de stress et de danger, intensifiée par la fatigue, prépare les stagiaires à affronter des situations auxquelles ils seront peut-être confrontés. »

Ci-dessus :
Un poste de secours est improvisé dans un vieux hangar, où l'équipe de stagiaires s'est installée pour pouvoir apporter les premiers secours. Le médecin, à qui incombe aussi la sécurité, a fait poster des soldats.

Ci-contre :
Le commandant Jousseau, médecin principal, revenu il y a peu d'Afghanistan, observe attentivement les réactions et les gestes des soignants.





■■■ latex, de faux sang et autres artifices, ils peuvent reproduire tous types de blessures. « Polycrillage, éviscération, plaies par balles, brûlures, bref, toutes les lésions du blessé de guerre », énumère l'infirmier cadre supérieur de santé (capitaine) Cyrille Maugé, qui supervise la manœuvre. Les blessés, prêts à jouer leur rôle écoutent attentivement les instructions. « Toi, tu as une hémorragie à l'abdomen. Tu respirez difficilement. » A un autre : « Tu simuleras le coma dès qu'on s'approchera de toi, à cause de ton traumatisme crânien. » Et se tournant vers un troisième, « quant à toi, tu es polycrillé et ton genou est déchiqueté. Tu hurles de douleur. »

Dans le hangar, les deux stagiaires finissent d'organiser leur espace, méthodiquement. Rompant le silence qui s'est installé, le médecin-stagiaire indique à son infirmière qu'« il faudra réserver les brancards pour les plus touchés, qu'ils soient prêts à être évacués juste après les gestes salvateurs. » Le silence retombe. Pas pour longtemps... Deux soldats accourent en hurlant « Un blessé ! » Ils traînent un camarade dont les jambes ne le portent plus. « Entaille hémorragique au genou droit, pouls radial non perçu, diagnostique l'infirmière. Choc hémorragique. Il faut lui faire un garrot. » Un deuxième blessé suit. Puis un troisième et un quatrième. « J'ai mal, donnez-moi quelque chose, vite », hurle l'un d'eux, s'agrippant au gilet pare-balles du médecin. Rapidement, les deux soignants ne savent plus où donner de la tête.

Pas de renfort pour les stagiaires

A l'écart, le médecin principal (commandant) Nicolas Zeller, médecin-chef du 2^e RIMa qui rentre tout juste d'Afghanistan, observe chacun de leurs gestes. « Nous voulons les amener à saturation, précise le commandant Zeller. Pour nous assurer que bien préparés, ils feront les bons choix. »

Se dégageant de l'étreinte du blessé, calmé par une injection virtuelle de morphine, le médecin stagiaire tente une communication radio avec le PC. Dans sa voix, la tension est perceptible. « Nous avons besoin d'un renfort pour protéger le poste et gérer l'afflux de blessés. Pouvez-vous nous envoyer du monde ? » « Négatif, pour le moment », répond le maître principal Vincent B., instructeur au sauvetage au combat à Lorient. Avec son adjoint, commando marine comme lui, il veille à la cohérence tactique du scénario. « En plongeant les stagiaires dans une ambiance de tension et de danger, intensifiée par la fatigue accumulée, nous les préparons à affronter des

situations auxquelles ils seront peut-être confrontés bientôt », explique le marin.

Pensé dès 2007, ce format de stage MédicHos s'inspire des retours d'expérience les plus récents. Déflagrations d'engins explosifs improvisés, embuscades en tous genres, les stagiaires sont totalement immergés dans la réalité du terrain.

Les blessés, désormais répartis selon la gravité de leur état, se sont calmés. Sur leurs fronts, des inscriptions au feutre indiquent les horaires de garrot et les injections de morphine. L'infirmière réajuste une couverture de survie sur l'un d'eux, s'assure qu'il n'y a pas de reprise d'hémorragie sur un autre et se relève, soulagée. Le médecin, lui, profite du répit pour remplir les fiches d'évacuation. Heure de la prise en charge, type de blessure, soins apportés : il note les données utiles pour la structure hospitalière qui récupérera les soldats dès qu'une évacuation sera possible.

Stress redoublé

Au loin, les tirs reprennent, beaucoup plus proches. « Ce n'est pas fini ! », lâche-t-il, comme sous le coup d'une décharge d'adrénaline. Une nouvelle vague de blessés arrive, traînés par des camarades. Les plaintes redoublent. A nouveau, le stagiaire tente une communication radio. « Il nous faut du renfort. » Il donne l'ordre aux soldats valides de se poster aux extrémités de la zone.

Le médecin principal (commandant) Loïc Jousseau observe l'infirmière qui se penche sur un patient inconscient. Ce médecin, en poste aux Ecoles de Coëtquidan, était il y a un an jour pour jour, en mission dans la province afghane de Kapisa, comme médecin-chef du 3^e RIMa. « Les accrochages ont été très nombreux au cours de ces six mois. Sept hommes y ont perdu la vie », se souvient-il, alors que la stagiaire s'affaire sur son blessé. « A t-il un pouls ? », lui demande-t-elle, l'arrachant à ses réflexions. « Oui, mais très faible. Et sa respiration est instable et difficile », répond l'instructeur. L'infirmière s'apprête à pratiquer une intubation, lorsque le directeur l'exercice sonne la fin !

Encore sous l'effet du stress, les stagiaires échangent leurs premières impressions avant le debriefing audiovisuel. « Difficile de ne pas se laisser déborder », admet le futur médecin-chef du GTIA Surobi, qui prend la mesure ce qui l'attend en Afghanistan. Comprenant le sentiment qui le traverse, le commandant Jousseau pose une main sur son épaule « Vous vous êtes bien débrouillés. » ■





Tiger Meet

Toutes griffes dehors

Créé en 1961 par un chasseur de l'US Air Force, ce rendez-vous mythique est devenu un exercice de haut niveau pour des unités aériennes de pays de l'Otan. Six Mirage français ont fait le déplacement en Hollande, où s'est déroulée la dernière édition.

Lorsque des avions de chasse se transforment en tigres volants le temps d'un exercice, cela donne le « Nato Tiger Meet. » Rendez-vous aussi original qu'opérationnel des escadrons de combat ayant pour emblème le mythique félin, l'évènement réunit pendant deux semaines des équipages d'une dizaine de pays de l'Alliance atlantique, qui effectuent près de 800 sorties opérationnelles pour s'exercer à des missions de haut niveau tactique. Né en 1961 à l'initiative d'un lieutenant de l'US Air Force qui souhaitait réunir ses camarades d'emblème afin de partager les expériences de chacun, le Tiger Meet s'inspire aujourd'hui de scénarios tirés de retours d'expérience des théâtres d'opérations. Les pilotes s'entraînent à la défense aérienne, au bombardement d'objectifs au sol

ou encore à la recherche et au sauvetage au combat. Chaque escadron participant déploie un aéronef « customisé » pour l'occasion. Cette année, le Tiger Meet a réuni 50 aéronefs venus de onze pays, à Volkel, en Hollande. Deux Mirage 2000 D de l'escadron 5/330 Côte d'Argent de Mont-de-Marsan et quatre Mirage 2000 C de l'escadron 1/12 Cambrésis de Cambrai (*notre photo*) représentaient l'armée de l'air française dans le ciel néerlandais. Le Silver Tiger, trophée attribué au meilleur escadron de l'exercice, a été remporté par l'EC 211 de la République tchèque. En 2011, la chasse aux tigres d'acier se déroulera en France, sur la base aérienne de Cambrai, qui organisera la cinquantième édition.

■
Cynthia Glock

14/10 AFGHANISTAN : DÉCÈS D'UN INFIRMIER MILITAIRE



liaire sanitaire de la même unité a également été blessé et rapatrié en France dès le lendemain. Environ 300 militaires français et afghans menaient cette mission de reconnaissance, dont l'objectif était d'affirmer la présence des forces de sécurité afghanes et de prendre contact avec la population des villages de la zone. L'ICS Miloche avait rejoint le 126^e RI en janvier dernier. Agé de 39 ans, il effectuait sa deuxième mission sur le théâtre afghan. Le service de santé des armées, au plus près des combattants lors des opérations de terrain, perd avec lui son troisième infirmier. Thibault Miloche est aussi le cinquantième militaire français à avoir laissé la vie en Afghanistan depuis l'engagement de la France dans ce pays fin 2001.

L'infirmier de classe supérieure (ICS) Thibault Miloche, grièvement blessé par une roquette tirée par des insurgés alors que sa section était engagée en vallée d'Uzbeen, est

décédé peu de temps après son évacuation sur l'hôpital français de Kaboul. Issu du 126^e Régiment d'infanterie de Brives, il était engagé au sein du GTIA Surobi. Lors de l'accrochage, un auxi-

SÉBASTIEN DUPONT/ECPAD

11/10 CORYMBE : LES FORCES ARMÉES SÉNÉGALAISES EMBARQUENT SUR LE « SIROCO »

Le TCD (transport de chalands et de débarquement) *Siroco*, actuellement engagé dans l'opération Corymbe, au large du golfe de Guinée, a participé à un entraînement amphibie avec les forces armées sénégalaises. C'est la première fois qu'une compagnie de militaires sénégalais embarque en « porte à porte » sur un bâtiment de la taille du *Siroco* depuis un Edic (engin de débarquement d'infanterie et de chars). Dans quelques semaines, l'Edic Sabre sera cédé à la marine sénégalaise. Ces entraînements ont permis de former une centaine de militaires sénégalais aux rudiments des opérations amphibies tout en complétant la formation du futur commandant du Sabre aux manœuvres très techniques de « porte à porte ». La mission s'est déroulée avec succès, malgré une météo peu clémente.

30/10 AGAPANTHE : LE « CHARLES DE GAULLE » REPREND LA MER

Le porte-avions débute son cinquième déploiement opérationnel par une mission de quatre mois en Méditerranée, en mer Rouge, dans l'océan Indien, puis dans le golfe Arabo-persique. A son bord, 12 Super-Etendard, 10 Rafale, 2 avions radars Hawkeye, 3 hélicoptères Dauphin et près de 2 000 militaires. Baptisée Agapante, l'opération réunit autour du porte-avions 5 bâtiments dont 1 sous-marin au sein de la « Task Force 473 ». Celle-ci participera, dans le cadre de la Force internationale d'assistance et de sécurité et de l'opération Enduring Freedom, à l'appui au sol



VINCENT MAUPILE / MARINE NATIONALE

des troupes opérant sur le théâtre afghan et au contrôle maritime en mer d'Arabie. Prévu mi-octobre, le départ du porte-avions a été différé en raison d'un problème de soupape de

sécurité, résolu à l'arsenal de Toulon. Depuis son premier appareillage en 2001, le porte-avions a parcouru l'équivalent de quinze tours du monde et réalisé plus de 23 000 catapultages.

19/10 TCHAD : LES EFT AIDENT À MAÎTRISER UN INCENDIE

Occupés à faire face à trois départs de feu à N'Djamena, les pompiers tchadiens ont fait appel aux forces françaises pour maîtriser un quatrième feu qui s'était déclaré dans une grande épicerie du centre de la capitale. L'incendie couvrant une surface d'environ 400 mètres carrés a été circonscrit.

28/09 KOSOVO : LE COMITÉ MILITAIRE DE L'OTAN EN VISITE AU BATAILLON MULTINATIONAL NORD

En visite au bataillon multinational nord (BGM-N), l'amiral Giampaolo di Paola, chef du comité militaire de l'Otan, a assisté à un exercice de contrôle de foule organisé pour tester les trois niveaux de réponse. La police kosovare agit en premier. Si la situation se dégrade, la mission de police européenne Eulex l'appuie. La KFOR intervient en dernier recours. Le comité militaire a constaté la bonne coordination des acteurs de la sécurité au Kosovo.

12/10 LIBAN : PATROUILLES FRANCO-NÉPALAISES

Pendant quarante-huit heures, la section de reconnaissance de la force de réaction rapide (QRF, pour Quick Reaction Force) de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) s'est déployée dans la zone d'opération népalaise. Au cœur du secteur Est de la Finul (sous commandement espagnol), les militaires français et népalais ont conjointement sillonné les environs de Meiss Ej Jebel, de jour comme de nuit. Dotés de jumelles thermiques Sophie et de l'imageur thermique Mirabel, qui équipe les armes anti-char Eryx, ils ont assuré des missions d'observation. Armée par le 35^e Régiment d'infanterie, la section de reconnaissance de la QRF



EMA

a profité de cette mission pour présenter ses matériels aux forces népalaises, vivement intéressées par le système de numérisation (suivi en temps réel des patrouilles) et les moyens optiques. La QRF, armée par un GTIA de 1 300 militaires français, renforce

ponctuellement les dispositifs des bataillons de la Finul et assure, avec les forces armées libanaises, des patrouilles dans toute la zone de responsabilité des casques bleus, du fleuve Litani, au nord, à la Ligne bleue, à la frontière avec Israël.

30/09 CÔTE D'IVOIRE : ENTRAÎNEMENT AMPHIBIE POUR LICORNE

Le peloton d'éclairage et d'investigation du bataillon de la force Licorne a validé ses savoir-faire tactiques « amphibie » lors d'un exercice de franchissement de plans d'eau en véhicules blindés légers (VBL). Entre la base française et Port-Bouët, les équipages ont franchi la lagune qui jouxte la ville en sept passages successifs. Leur sécurité était assurée

par des plongeurs de combat du génie, prêts à les évacuer en cas de problème. Cet entraînement a été précédé d'une préparation de huit jours, durant lesquels la vingtaine de militaires a reçu une instruction en piscine dispensée par les sapeurs-plongeurs, et destinée à leur apporter la qualification amphibie « apte au franchissement ».



EMA

14/10 FRANCE : CONTRATS REMPLIS POUR L'ARMÉE DE L'AIR



OLIVIER RAVENEL/SIRPA AIR

Le commandement de la défense aérienne et des opérations aériennes (CDAOA) a assuré trois dispositifs de sûreté en France, en octobre. Le premier, pendant dix jours à Captieux, en Gironde, dans le cadre du Tribunal spécial pour le Liban, pour la reconstitution de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafik Hariri. Le deuxième,

les 18 et 19, pour le « G3 » (France, Allemagne, Russie) à Deauville, en Normandie. Le dernier, du 20 au 24, en coopération avec les autorités helvétiques, pour le sommet de la francophonie à Montreux, en Suisse. Une douzaine d'avions de chasse, autant d'hélicoptères et deux avions radars E-3F ont été mobilisés pendant cette période.

O
U
L
O
H
T
R
O
R





TORUYAMANAKA/AFP



JEAN-BAPTISTE TABONE / SIRPA TERRE

1 - Japon

Des chars participent à un exercice de tir au pied du mont Fuji.

2 - Entraînement

Infiltration et observation des plongeurs de combat du génie.

3 - Montagne

Mission de renseignement par un groupement commando du 4^e Régiment de chasseurs.

4 - Pakistan

Un cameraman filme un hélicoptère des Emirats arabes unis participant à des opérations humanitaires.

5 - Otan

Le *Charles De Gaulle* en mer du Nord en avril dernier, au cours de l'exercice "Brilliant Mariner".



FRANCIS RAISIN/SIRPA TERRE IMAGE LYON



MARWAN NAAMANI/ AFP



PHILIPP GUELLAND/AFP



PHOTOS : JEAN-JACQUES CHATARD/DICOD

Artilleurs et fantassins sous le même toit

Colocalisées depuis cet été à Draguignan, l'Ecole d'artillerie et l'Ecole de l'infanterie mutualisent leurs capacités. Ce regroupement permet de conjuguer efficacité des formations et réduction des coûts.

Bienvenue à Draguignan, capitale de l'artillerie », peut-on lire sur les panneaux d'entrée de cette ville du Var, où la transformation des armées est venue bouleverser une histoire vieille de trente-quatre ans entre l'armée et la commune. Sur les murs du quartier Bonaparte, le site de l'Ecole d'artillerie (EA), il a fallu ajouter, depuis le 1^{er} août, l'insigne de l'Ecole de l'infanterie (EI), anciennement basée à Montpellier et dont le transfert durant le printemps et l'été a entraîné la création des Ecoles militaires de Draguignan (EMD).

« La réorganisation de la carte militaire a nécessité ce changement. Le choix s'est porté sur le site de Draguignan en raison de son étendue et de sa situation, à 30 kilomètres du camp de Canjuers, le plus grand champ de tir d'Europe occidentale », affirme le général Trégou, commandant de l'EA. Cette restructuration permet de réunir les deux écoles dans le domaine de la

formation en mutualisant un certain nombre de capacités. « Le rassemblement des écoles entraîne également un soutien commun à un coût réduit, et une réduction des effectifs », explique le général Ribayrol, commandant les EMD et l'Ecole de l'infanterie.

Illustration de ces mesures, la nouvelle direction des administrations financières (DAF) des EMD compte 42 agents désormais, alors qu'ils étaient 75 lorsque chaque école disposait de sa DAF. Par ailleurs, les EMD nécessitent aujourd'hui deux postes et demi en moyenne par domaine d'activités, au lieu de quatre précédemment. Les élèves des deux Ecoles y sont admis pour se spécialiser dans leur arme ou pour se perfectionner.

Dans les lieux que partagent les fantassins et les artilleurs, tels la bibliothèque ou le cercle mess, les officiers et sous-officiers, stagiaires militaires du rang et stagiaires étrangers vivent ou étudient ensemble.

Autre nouveauté, les cours de langues, l'instruction au tir et le sport sont dispensés aux élèves des deux écoles.

Sans altérer la qualité de la formation, ces changements entraînent cependant des conséquences sur le personnel. Le lieutenant Maeda, chef du cours de langues, a vu l'effectif de ses élèves augmenter considérablement. « Le volume horaire de mes cours a doublé, voire triplé », déclare-t-il, tout en admettant qu'il faudra « encore mettre un peu d'huile dans la machine pour que les EMD fonctionnent parfaitement ». Le major Fernandez, responsable de la formation « tourelles » sur VBCI, était instructeur à l'EI, au temps de la période montpelliéraine. Il souligne les facilités que procure le nouveau site : « Quand on partait s'entraîner à Canjuers, on prenait la semaine entière pour rentabiliser le déplacement étant donné l'éloignement de Montpellier. Ici, la proximité autorise plus de souplesse dans l'organisation des

entraînements. On peut faire l'aller-retour dans la journée. »

Le général Ribayrol, commandant les EMD, met en avant la possibilité de préparer des exercices communs aux deux armes de l'école. Il souligne également l'avantage de la proximité géographique des EMD avec l'Ecole de l'aviation légère de l'armée de terre (EALAT), située au Cannet-des-Maures. « Non seulement nous mettrons sur pied des exercices pour l'infanterie et l'artillerie, mais nous pourrons sans doute mieux coopérer avec l'EALAT. En travaillant tous ensemble, nous favorisons une bonne cohésion, ce qui profitera aux futurs GTIA », précise-t-il.

Une économie substantielle

La création des EMD a nécessité la modification des infrastructures de l'Ecole. « La quasi-totalité des travaux de réhabilitation ont été réalisés », affirme le général Trégou. Pour celle du quartier Bonaparte, la Défense a investi 35 millions d'euros. « C'est ce que nous auraient coûté les travaux de modernisation de l'ancien site de l'Ecole sur dix ans, si nous étions restés à Montpellier », souligne pour sa part le général Ribayrol. Restent à effectuer les travaux du futur site de formation au combat en zone urbaine, qui sera implanté dans le camp de Bergerol, situé à une quinzaine de minutes des EMD.

Cette nouvelle organisation en termes d'effectifs et d'infrastructures permet de réaliser des économies d'environ 32% sur le budget annuel des deux Ecoles. Ces avantages financiers et logistiques

ne doivent pas faire oublier que le commandement des EMD veille à ce que chaque arme conserve son identité. Ainsi, les lieutenants Berquet et Josserand, camarades de promotion de Saint-Cyr, se sont retrouvés aux EMD cette année. Le premier a choisi l'infanterie, le second l'artillerie. « L'intégration s'est très bien passée. Nous avons eu l'occasion d'échanger avec nos camarades de l'artillerie au cours d'activités de cohésion. Ici, tout est fait pour faciliter la bonne entente », souligne le lieutenant Berquet. « Le risque de voir les ■ ■ ■



Symbole de cette réunion, les emblèmes des deux écoles cohabitent à l'entrée du quartier Bonaparte.

BRÈVES

L'ENSTA BIENTÔT À SACLAY. Le ministre de la Défense a posé, le 15 octobre, la première pierre des futurs bâtiments qui abriteront l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées (Ensta) à Saclay (Essonne). Ouverture prévue en septembre 2012. Sous tutelle de la Délégation générale de l'armement (DGA), l'Ensta offre un enseignement généraliste ainsi qu'un grand choix de spécialisations dans la haute technologie. Ce déménagement, de Paris au plateau de Saclay, s'inscrit dans le projet de campus ParisTech, futur « Silicon Valley à la française ».

MARINS ET AVIATEURS À SAINT-DIZIER POUR LE RAFALE. L'armée de l'air et la marine formeront désormais leurs pilotes de Rafale dans l'unité commune de « transformation », sur la BA 113 de Saint-Dizier. Outre une réduction des coûts, cette mutualisation devrait rapidement permettre un échange de connaissances entre les deux armées. A terme, ce sont quatre avions Rafale, six instructeurs et une quarantaine de techniciens de la marine qui viendront s'ajouter aux effectifs des unités de la base.

CONVENTION DU SOUTIEN ORGANISÉE PAR L'EMA. L'état-major des armées organise une convention du soutien, le 23 novembre, à l'Ecole militaire à Paris, dans la continuité des troisièmes rencontres sur la modernisation qui se sont tenues en septembre dernier. Centrée sur la thématique du soutien rénové dans les bases de Défense, cette journée sera l'occasion d'échanges de points de vue avec des intervenants extérieurs à la Défense s'étant trouvés dans des problématiques similaires. Cette journée fédératrice a vocation à réunir une part représentative des acteurs des bases de Défense de 2011 pour les sensibiliser à leur future mission de soutien et à la nouvelle relation de service définies par les bases de Défense.



L'artilleur et le fantassin. Pour les lieutenants Jossierand et Berquet, de la même promo à Saint-Cyr, « le commandement veille à ce que chaque arme garde son identité. »

■ ■ ■ deux Ecoles et les deux armes perdre leurs identités est nul, confirme son camarade, car chacune a de très fortes traditions. » Au-delà de l'implantation de la nouvelle Ecole, la création des EMD a provoqué un bouleversement majeur dans les régions. A Montpellier, la ville et le ministère de la Défense travaillent à préparer une recon-

version du site de l'EI, qui occupait les locaux depuis 1967. La ville a lancé un concours d'urbanisme, dont le résultat est attendu courant novembre. La décision de requalification de l'emprise sera prise d'ici douze à dix-huit mois.

Autre côté positif, 280 nouveaux foyers se sont installés à Draguignan. Le regroupe-

ment des écoles est une chance pour le développement économique de cette ville de 40 000 habitants et de son agglomération : « C'est la meilleure chose qui puisse arriver, après les intempéries dévastatrices de juin dernier. C'est un nouveau souffle, un nouveau départ ! », déclare le maire, Max Piselli. L'installation de ces familles a stimulé l'économie locale. Dans la ville, le changement est perceptible. Nombre d'immeubles se construisent, tandis que d'autres sont réhabilités pour accueillir les militaires et leurs familles. Près de 160 logements ont déjà été réalisés durant la période 2009-2010. Six classes d'école primaire ont été ouvertes et une nouvelle crèche a vu le jour.

« Avec les efforts consentis par la Défense, c'est également très satisfaisant de voir que la ville et son agglomération sont en soutien des EMD, je crois qu'on est là dans une situation où tout le monde trouve son compte », déclare le général Tregou, commandant de l'EA.

■ **Paul Hessenbruch**

Vous êtes en deuxième préparation du CID...

AUGMENTEZ VOS CHANCES DE RÉUSSIR EN VOUS INSCRIVANT À NOTRE PRÉPARATION
Début des cours en décembre



www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

Les cours par correspondance de la Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous mèneront au succès !

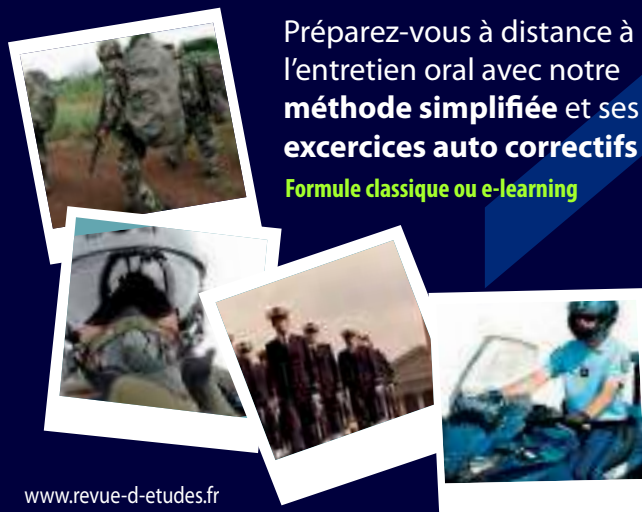


20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



Vous êtes admissible à un concours...

Préparez-vous à distance à l'entretien oral avec notre **méthode simplifiée** et ses **exercices auto correctifs**
Formule classique ou e-learning



www.revue-d-etudes.fr
Tél. : 01 57 14 05 70

Les cours par correspondance de la Revue d'Etudes, partenaire du Ministère de la Défense depuis près de 100 ans, vous mèneront au succès !



20 rue de l'Arcade 75008 Paris
contact@revue-d-etudes.fr



ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Le 36^e escadron de détection et de contrôle aéroporté de la base aérienne d'Avord dispose de 4 appareils de type «AWACS». 5 des 18 aviateurs de chaque équipage ont pour mission de surveiller l'espace aérien. Focus sur ce métier à 10 000 mètres d'altitude.



Photos : CCH Jean-Jacques Chataud/DICOD

Contrôleurs de défense aérienne : **Missions en haute altitude**

Casque sur les oreilles, l'adjudant Frédéric Thuilliez a les yeux rivés sur sa console. Un avion allié est en approche. C'est donc en anglais, qu'il établit le contact radio : « *Loud and clear... radar identified... broadcast control* ».

L'adjudant Thuilliez est contrôleur de défense aérienne. Contrairement à la majorité de ses homologues, il ne travaille pas dans un centre au sol mais à plus de 10 000 mètres d'altitude à bord d'un des quatre E-3F SDCA (système de détection et de commandement aéroportés) du 36^e escadron de détection et de contrôle aéroportés (EDCA) de la Base aérienne B.A. 702 d'Avord (Cher). Plus connu sous l'acronyme anglais AWACS pour Airborne Warning and Control System, l'E-3F est reconnaissable entre mille avec son fuselage surmonté d'un disque contenant une antenne radar. Dix-huit personnes sont nécessaires pour mettre en œuvre

cet avion exceptionnel, capable d'élaborer une situation aérienne, de guider des intercepteurs, de participer à la conduite d'opérations aériennes ou maritimes n'importe où dans le monde. Parmi eux figurent cinq contrôleurs de défense aérienne : deux sous-officiers, qui occupent le poste de contrôleur d'interception et trois officiers, dont un chef de travée contrôle, un chef de travée surveillance et un chef de mission. « *Ce sont les sous-officiers contrôleur qui dialoguent par radio avec les pilotes et leur apportent les informations nécessaires au bon déroulement de leur vol* » explique le lieutenant-colonel Bourguignon, commandant en second du 36^e EDCA et contrôleur-chef de mission. « *Les sous-officiers contrôleurs sont gérés par le chef de travée, qui leur répartit l'activité aérienne. Ce dernier apporte ses éléments au chef de mission, qui coordonne l'ensemble et qui dialogue directe-* ■ ■ ■



De l'opération européenne Atalante, à la recherche de l'épave du vol Rio-Paris, les contrôleurs de défense aérienne ne connaissent jamais la routine en haute altitude.



« Pour l'ennemi, l'E-3F SDCA est un avion qui a un radar, des systèmes d'écoute et des capteurs puissants. Son premier objectif sera de détruire ce type d'appareil »

■■■ ment avec les autorités au sol. Chacun a son rôle à jouer. C'est vraiment un équipage. Tout le monde doit travailler pour le succès de la mission » poursuit le lieutenant-colonel Bourguignon.

Dans le petit monde des contrôleurs de défense aérienne « c'est un aboutissement de servir au 36^e EDCA » explique le commandant Emmanuel Singaraud. Mais avant cela, plusieurs années de formation et d'expérience sont indispensables. « Tout contrôleur de défense aérienne doit d'abord obtenir ses qualifications en passant par le Centre d'instruction du contrôle de la défense aérienne (CICDA) », souligne le lieutenant-colonel Bourguignon. Le contrôleur doit également posséder une bonne connaissance de la langue anglaise, qui est la langue officielle de l'aéronautique. « Ensuite le jeune contrôleur développe son expérience et ses connaissances dans un centre de contrôle au sol. Après quelques années de pratique, il peut postuler à l'escadron ». Le 36 assure lui-même la formation initiale des contrôleurs sous-officiers et officiers pour leur apprendre à travailler de manière autonome dans l'avion. « On ne travaille pas dans un E-3F SDCA comme on travaille au sol. La détection, l'environnement, les capacités techniques sont différentes. » explique le commandant Singaraud. « A la différence d'un centre de contrôle, dans l'E-3F SDCA, on est seul à son poste. On travaille sans filet ».

Fiche technique de l'E-3F SDCA

L'E-3F SDCA est conçu sur la base d'une cellule de BOEING 707-320B sur le modèle des E-3B/C AWACS américains. Construits spécialement pour la France, les quatre E-3F de l'Armée de l'air ont été livrés neufs en 1990 et 1991 et sont tous mis en œuvre par le 36^e EDCA depuis la base aérienne 702 d'AVORD.

Envergure : 44,4 m - Longueur : 46,6 m - Hauteur : 12,6 m - Autonomie en vol sans ravitaillement : 10,5 heures - Ravitaillement en vol : oui - Diamètre disque radar : environ 9 m - Portée radar : environ 400 km - Vitesse maximale : Mach 0,9 - Plafond opérationnel : 10 000 m.

Équipage 18 personnes dont : 4 pour l'équipage de conduite : 2 pilotes, 1 navigateur, 1 mécanicien navigant

14 pour l'équipage de mission :

5 contrôleurs de défense aérienne, 4 opérateurs de surveillance aérienne dont 1 "link manager" pour les liaisons de données, 1 opérateur de détection électromagnétique, 1 opérateur communication, 1 technicien communication, 1 technicien informatique, 1 technicien radar.

La durée moyenne nécessaire pour obtenir toutes les qualifications ou licences est environ de deux ans. « J'ai découvert au 36^e EDCA, cette notion d'exigence supplémentaire qu'on doit avoir vis-à-vis de soi » remarque le lieutenant-colonel Bourguignon. « Pour l'ennemi, l'E-3F SDCA est un avion qui a un radar, des systèmes d'écoute et des capteurs puissants. Son premier objectif sera de détruire ce type d'appareil. Quand on dit donner au pilote la situation la plus juste, la plus exhaustive possible, sur la position de l'ennemi, c'est aussi l'obtenir pour nous et pour notre propre sécurité. Si on se fait abattre, cela signifie aussi qu'il n'y aura plus de détection aéroportée. Tout cela peut apporter du stress au contrôleur. Il met lui aussi sa vie en jeu par rapport à la qualité du travail qu'il fait. »

L'éventail des missions auxquelles l'escadron est susceptible de participer est large. La capacité de détection maritime de l'E-3F, même si elle n'est pas son cœur de métier, est un atout précieux, par exemple dans la lutte contre la piraterie dans le cadre de l'opération européenne Atalante. Et pour les contrôleurs de défense aérienne c'est l'occasion de travailler en interarmées. « Notre action est complémentaire avec celle des avions de patrouille maritime comme l'Atlantique 2 (ATL2) », explique le lieutenant-colonel Bourguignon. « Nos capteurs permettent de détecter les objets en surface et de participer à leur identification et classification. Nous transmettons ensuite les coordonnées des points de contact inconnus à un moyen aérien ou maritime pour qu'il se rende sur les lieux afin d'effectuer une reconnaissance visuelle. » A bord de cet appareil la routine n'existe pas. « Chaque mission est différente : on ne vole pas au même endroit, on ne travaille pas dans la même zone, pas avec les mêmes personnes, et pas avec les mêmes moyens », explique l'adjudant Frédéric Thuilliez. « Nous participons à de nombreux exercices français ou otanien » continue le commandant Singaraud. « Les exercices nous permettent de nous améliorer, de développer de nouvelles tactiques et d'en apprendre de nouvelles chez nos alliés. Mais le plus stimulant est l'opération réelle. »

En juin 2009, l'EDCA a participé aux recherches de l'épave et des victimes du vol AF447 qui assurait la liaison Rio-Paris. « Nous avons été les premiers à repérer les traces d'un appareil » explique le lieutenant-colonel Bourguignon. « Nous avons détecté quelque chose, mais nous étions incapable de dire si il s'agissait de l'épave de l'AF447. Nous avons alors guidé les moyens aériens brésiliens sur ces contacts et ce sont eux qui ont confirmé qu'il s'agissait bien des morceaux de l'épave de l'AF447. Un exemple de complémentarité avec les armées étrangères ».

Les contrôleurs de défense aérienne du 36^e EDCA n'auront pas attendu avant de partir sur une nouvelle mission puisqu'ils participent actuellement à l'opération Atalante. ■

Carine Bobbera

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**



31,2

Budget Défense 2011

milliards d'euros

un effort respectueux des grands équilibres

Engagement opérationnel, amélioration de la condition du personnel, soutien à la recherche, telles sont les grandes lignes du budget de la Défense pour 2011 qui préserve les engagements de la loi de programmation militaire 2009-2014.

L'Assemblée Nationale a adopté le projet de budget pour 2011 présenté par le ministre de la Défense et ce projet sera soumis au Sénat le 26 novembre. S'établissant à 31,2 milliards d'euros (Md €) hors pensions (38,44 Md € au total), il doit assurer aux forces la capacité de réaliser leur mission dans les meilleures conditions tout en participant à l'effort de redressement national.

L'engagement opérationnel est la première raison d'être du ministère de la Défense. A l'été 2010, près de 8 700 militaires étaient engagés sur des théâtres d'opérations. Pour 2011, une provision de 630 millions d'euros (M €), soit 60 M € de plus que cette année, sera consacrée aux opérations extérieures. Comme en 2009 et 2010, les coûts qui ne seraient pas couverts par cette provision seront désormais financés par la « réserve de précaution interministérielle » et n'auront donc pas d'impact sur les crédits d'équipement.

Pour garantir les capacités opérationnelles des forces, 16 Md € de crédits devraient être alloués à l'équipement.

Outre le maintien en condition opérationnelle (MCO) de l'équipement actuel, le budget permettra l'acquisition de 11 avions

de combat Rafale, 187 petits véhicules protégés, 25 torpilles MU 90 et 100 VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie), qui devraient être livrés en 2011.

Premier acheteur public, le ministère de la Défense est aussi le premier

investisseur. Il prévoit, cette année encore, de soutenir l'innovation industrielle et technologique en consacrant 3,3 Md € à la recherche et développement. L'industrie aéronautique et spatiale sera au cœur de cet investissement.

Après l'équipement, la masse salariale est l'autre grand poste budgétaire du ministère : 11,7 Md € (hors pensions) devraient lui être consacrés. 8 415 emplois devraient être supprimés en 2011. Cependant, le ministère de la Défense demeurera l'un des premiers recruteurs de l'Etat, avec plus de 22 000 incorporations (21 000 militaires et 1 300 civils).

Au titre du plan d'accompagnement des restructurations (PAR), l'ensemble des mesures adoptées en faveur du personnel (aide financière au départ, accompagnement à la reconversion), s'élèvera à 238 M €. En parallèle, la politique sociale du ministère, prenant en compte les obligations professionnelles spécifiques des agents de la Défense (mobilité, durée réduite des carrières militaires, stationnement dans des garnisons isolées), devrait bénéficier d'un budget de 109 M € (hors crédits d'investissement).

La réserve n'est pas oubliée : au titre des rémunérations et

« 3,3 milliards d'euros seront consacrés à la recherche et développement pour soutenir l'innovation industrielle et technologique. »



SIRPA MARINE

100 VBCI (véhicule blindé de combat d'infanterie) seront livrés en 2011.

des charges sociales, 88,5 M€ devraient servir à maintenir et développer un socle de réservistes spécialisés et bien formés. Le PLF 2011 respecte donc les grands engagements de la loi de programmation militaire 2009-2014 (LPM). La Défense contribuera à la réduction des déficits de l'Etat qui est un préalable de notre souveraineté et de notre statut international. Pour l'année 2011 la mission Défense disposera au total d'un niveau de ressource très proche de celui prévu par la LPM, l'écart étant de 50 M€, la diminution des 500 M€ de crédit budgétaire étant com-

pensée par une augmentation de 450 M€ de recettes exceptionnelles (ventes de fréquence et ventes immobilières) attendues pour l'année 2011. Pour la période 2011-2013, le total des ressources de la mission Défense hors pension sera de 94,96 M€ en contraction de 1,26 M€ par rapport aux hypothèses initiales de la LPM.

Nelly Moussu

@ VOIR SUR LE NET
Plus d'informations sur le budget :
www.defense.gouv.fr

3,2 milliards pour le secrétariat d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants

Le budget du secrétariat d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants s'élève à 3,2 Md€, qui serviront notamment aux missions suivantes :

- maintien des droits à réparation des anciens combattants,
- transfert de la gestion des dossiers de pensions militaires d'invalidité, de soins médicaux gratuits et d'appareillage vers les organismes du ministère de la Défense,
- projet de décret visant à prendre en compte la spécificité d'opérations telles que l'évacuation sanitaire, l'action de renseignement, le sauvetage, l'arraisonnement de navires,
- alignement des pensions versées aux anciens combattants et

anciens militaires de l'armée française issus de pays autrefois sous souveraineté française sur celles des anciens combattants ou militaires français,

- mise en œuvre de la reconnaissance et l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français,
- rebaptisée journée Défense et citoyenneté (JDC), la journée d'appel de préparation à la Défense (JAPD) est recentrée sur sa mission de sensibilisation citoyenne des jeunes au nouvel environnement de Défense et de sécurité,
- création de la Fondation pour la mémoire de la guerre d'Algérie, des combats du Maroc et de la Tunisie.

Philippe de Maleissye, contrôleur général des armées, secrétaire général du CSFM

«En contribuant à l'amélioration de la condition des militaires, le CSFM participe à l'amélioration de leur moral, et donc, indirectement, à leur efficacité opérationnelle.»



B. BIASUTTO / DICOD

Philippe de Maleissye a été nommé secrétaire général du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM) en juillet dernier. Créé en 1969, le CSFM est l'instance suprême de concertation entre les militaires et le ministre de la Défense.

Ses 85 membres (79 militaires et 6 retraités) sont élus par et parmi ceux des 7 Conseils de la fonction militaire (CFM) : terre, air, marine, gendarmerie, armement, santé, essences. Le ministre leur présente, pour avis consultatif, tous les textes (principalement rédigés par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense) portant sur le statut et la condition des militaires.

Saisissant l'occasion de sa récente nomination, nous avons interrogé le contrôleur général des armées sur le fonctionnement et sur le rôle d'une instance souvent méconnue des militaires.

Pouvez-vous nous expliquer quels dossiers seront présentés par le ministre au CSFM lors du prochain cycle de concertation ? Selon quel calendrier ce cycle se déroulera-t-il ?

Le prochain cycle s'est ouvert le 21 octobre par la réunion de l'ensemble des CFM et se terminera par la session du CSFM, qui se tiendra du 6 au 10 décembre et au cours de laquelle les

membres examineront essentiellement un dossier dont le thème est celui de la concertation. Parmi les différents textes présentés, on trouve notamment un projet de « charte de la concertation », souhaitée par les membres du CSFM. Ce texte symbolisera la volonté de tous les acteurs de la concertation de faire vivre le dialogue des militaires dans un esprit de confiance, de loyauté et de correction. D'autre part, un point d'information sera fait sur la réforme des retraites. En raison du calendrier législatif, l'essentiel sur ce sujet ne pourra être étudié qu'à la session suivante, qui se tiendra exceptionnellement en avril, et non en juin. Et ce, afin de laisser un délai suffisant à l'élaboration et à la publication de ces textes par la DRH-MD, avant l'entrée en vigueur de la loi portant réforme des retraites.

Par rapport à ces dossiers, estimez-vous que le CSFM joue efficacement son rôle ? Quel poids ont les cycles de concertation sur les décisions ministérielles ?

Rappelons que le CSFM permet un dialogue direct entre le ministre et les membres du CSFM, qui constituent un échantillon représentatif de la communauté militaire. Il joue efficacement son rôle et cela s'illustre notamment par le fait qu'en moyenne deux tiers des avis ou propositions qu'il émet sont suivis par le ministre de la Défense. Pour un organisme consultatif dont les recommandations revêtent souvent une dimen-

te r n i e w



CSFM

**Une session
du Conseil supérieur
de la fonction militaire
(CSFM).**

sion financière, justement parce qu'elles concernent la condition militaire, c'est incontestablement une marque d'efficacité. De plus, ses membres apportent des suggestions pertinentes, tant sur le fond que sur la forme des textes que rédige la DRH-MD. Et cette dernière les prend régulièrement en compte afin de les rendre plus « lisibles », avant que ces textes ne deviennent, par exemple, des décrets ou des instructions. En éclairant les autorités dans leur prise de décision, le CSFM contribue réellement à améliorer la condition militaire, donc le moral du personnel des armées et de la gendarmerie. Ce qui, au final, concourt à leur efficacité dans la réalisation de leurs missions opérationnelles. Toutefois, son rôle est mal connu et ses membres sont insuffisamment reconnus.

L'un des devoirs du commandement est justement de veiller à la sauvegarde des intérêts du personnel militaire, notamment par le biais des présidents de catégories et des commissions participatives. L'existence du CSFM laisse-t-elle entendre que l'action du commandement est insuffisante dans ce domaine ?

Evidemment non. Au combat comme dans la vie ordinaire, les chefs ont le souci permanent du bien-être des hommes et femmes placés sous leurs ordres. Je dirais même aujourd'hui plus que jamais, car dans une armée professionnelle, c'est d'autant plus nécessaire. Le CSFM et, avec lui, les CFM, ne remettent pas en cause l'action du commandement en la

matière. Mais, chez quelques-uns, une idée persiste encore selon laquelle le CSFM existe parce que l'on n'a pas confiance dans la capacité du commandement à veiller aux intérêts des militaires, ou parce que l'on ne lui reconnaît plus entièrement cette mission. Et, bien que cette idée tende à s'atténuer, grâce à l'action successive des différentes autorités civiles et militaires du ministère – ministres, chefs d'état-major et directeurs d'administrations – et à celle du CSFM, il nous faut l'éradiquer. Il est impératif de convaincre que la concertation ne nuit pas à l'exercice des responsabilités des chefs, mais au contraire, la renforce si ces derniers l'accompagnent.

Beaucoup de militaires avouent méconnaître le rôle du CSFM et, lorsqu'ils le connaissent, doutent parfois de son utilité. Comment pensez-vous faire évoluer cette perception au sein des forces et que faudrait-il faire pour améliorer le fonctionnement de la concertation, et donc la rendre encore plus efficace ?

Compte tenu des spécificités de l'état militaire, un dispositif tel que le CSFM a, par nature, du mal à trouver sa place et à prouver son utilité. J'identifie trois directions dans lesquelles agir : le commandement, la communauté militaire et les membres du CSFM. Pour cela, un levier : l'information, dont il s'agit de se servir comme outil de la concertation. Comme je l'évoquais précédemment, l'information existe déjà sous de multiples formes, mais elle se révèle trop technique et ■ ■ ■

« Parmi les prochains textes qui seront présentés, un projet de “charte de la concertation”, souhaitée par les membres du CSFM »



Les membres du CSFM sont élus par et parmi les membres des Conseils de la fonction militaire, eux-mêmes tirés au sort parmi les volontaires.

■ ■ ■ insuffisamment concrète, car livrée « brute ». Elle ne parvient pas à atteindre efficacement sa cible. A nous, au secrétariat général du CSFM, de mettre en place une stratégie d'information et de communication adaptée.

Mais nous ne pouvons pas réaliser seuls ces améliorations. Les commandants de formations doivent s'impliquer davantage dans la diffusion de l'information et établir avec ceux des CFM et CSFM qu'ils ont sous leurs ordres des liens réguliers empreints de confiance. Il faut aussi que ces derniers, autant que leurs missions principales le leur permettent, aient plus à cœur de relayer cette même information. En clair, il faut à la fois faire évoluer la forme de notre communication, mais aussi la façon dont l'information doit être partagée et diffusée.

Vous recrutez les membres du CSFM par élection parmi les membres des CFM, qui eux-mêmes sont tirés au sort parmi les volontaires. Certains militaires peuvent craindre, en se portant volontaires, d'être accusés par leur commandement de cultiver un esprit revendicatif, sinon vindicatif. Quel message souhaitez-vous faire passer aux futurs candidats qui pourraient craindre cette situation ?

J'espère que cette crainte n'existe pas, ou seulement de façon très marginale ! J'en suis d'ailleurs persuadé. Mais si tel est le cas, je rappelle que le décret 2005-1239 du 30 septembre 2005, qui fixe le statut des membres des CFM et du CSFM,

assure leur indépendance et garantit leur protection. Ainsi, ils jouissent des garanties indispensables à leur liberté d'expression et sont par ailleurs tenus à l'obligation de réserve dans la diffusion des opinions exprimées en séance. Les futurs candidats doivent le savoir et doivent aussi ne pas hésiter à prendre conseil auprès des membres en activité. Evidemment, il importe qu'eux et leurs chefs cultivent l'indispensable relation de confiance et de respect sans laquelle, de toute façon, l'exercice même du métier militaire se trouve compromis.

Où les militaires qui le souhaitent peuvent-ils s'adresser pour connaître les conclusions des sessions du CSFM ?

Les militaires ont trois moyens principaux pour s'informer. Le premier étant de s'adresser à leur commandant de formation qui, au terme de chaque session, reçoit les communiqués où figurent les éléments majeurs. Ils peuvent aussi s'informer auprès des membres du CSFM, qui ont un rôle capital en la matière et doivent se faire connaître. Enfin, il reste les magazines institutionnels et les sites Intranet et Internet du CSFM, où l'on trouve toute l'information sur le déroulement des sessions ainsi que les avis émis. Cependant, je le répète, toute cette information que nous mettons à disposition du commandement, des membres du CSFM et de la communauté militaire, quel que soit son support, doit être mieux adaptée à sa cible.

Cynthia Glock

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

En Opex, ils seront l'interface entre les acteurs de la vie locale et la force à laquelle ils appartiendront. Le GIACM prépare ces volontaires à ces missions exigeant diplomatie et sens des relations humaines.

Coopération civilo-militaire **mission full contact**

« **S** top ! On arrête tout ! Debriefing. » L'homme enlève sa coiffe, abandonnant son rôle de *malek* (autorité locale afghane) pour redevenir l'adjudant-chef Maure, formateur au Groupement interarmées des actions civilo-militaires (GIACM). De la main, il fait signe aux quatre stagiaires de s'approcher. Au ton de la voix, ces derniers savent qu'ils ont échoué dans leur tentative d'établir un dialogue constructif avec l'autorité locale... Avec une vingtaine

d'autres militaires, ils font partie d'une session de dix jours pour se former aux missions de la coopération civilo-militaire. Officiers, sous-officiers, militaires du rang, d'active et de réserve, des armées (air, terre, mer), de la gendarmerie et des services, ils apprennent à devenir l'« *interface entre l'environnement civil (population, autorités locales, entrepreneurs, humanitaires...) et la force présente* », explique le colonel Toussaint, chef de corps du GIACM. Un objectif totalement nouveau pour la plupart de ces militaires,

Camp de Chambaran, dans l'Isère. Les stagiaires doivent mettre de côté leurs repères culturels occidentaux pour mieux comprendre leurs interlocuteurs.



PHOTOS : BRUNO BIASUTTO/DICOD



Une semaine est consacrée aux cours de droit, de relations internationales, de communication, une autre est consacrée aux mises en situation.

qui doivent acquérir rapidement des compétences en communication interculturelle. Tous sont volontaires, qu'ils intègrent le GIACM ou que, ayant été sélectionnés sur dossier, ils rejoignent le vivier des spécialistes CIMIC (Civil Military Cooperation), tout en restant dans leur unité. *« Nous cherchons des individus ouverts qui ont des capacités à accomplir les missions CIMIC d'évaluation, de liaison et de réalisation de projets. Le stage est révélateur, pour eux comme pour nous. Lorsqu'ils ne sont pas faits pour ça, nous le leur disons »,* explique le commandant Cottin, directeur du stage. Les deux semaines de formation sont sanctionnées par une évaluation et un diplôme. Après quoi, ces militaires pourront être projetés en opération au sein d'une équipe CIMIC. D'autres stages sont organisés pour former les officiers d'état-major et de liaison ou, au plus haut niveau, les conseillers CIMIC des commandants de force.

Les motivations des stagiaires sont diverses. Goût pour les relations humaines, intérêt pour les échanges interculturels ou simple désir de changement d'orientation de carrière. *« Je trouve dommage de faire une carrière en faisant toujours la même chose. J'ai une fonction intéressante dans mon régiment d'hélicoptères de combat, mais je souhaitais avoir d'autres cordes à mon arc »,* confie l'adjudant Ermolieff. La sergent-chef Lobjois a rencontré le GIACM à plusieurs reprises en Opex. Depuis cinq ans, elle souhaite intégrer le groupe. Passionnée par les échanges humains, elle a trouvé dans le GIACM le *« métier [qu'elle] voulait vraiment faire »*.

La formation comprend deux parties. Pendant une semaine, les stagiaires suivent des cours théoriques à base de retours d'expérience (retex), de droit des conflits armés, de relations inter-

nationales, de communication, et sont formés à la négociation. Un bon nombre des interventions est consacré à la connaissance des organisations internationales et des organisations non gouvernementales présentes sur les théâtres d'opérations. Le programme, que le capitaine Vignaud, formateur, n'hésite pas à qualifier de *« bourrage de crâne »* nécessaire avant la mise en

pratique », est dense. Ce que confirme un caporal-chef : *« On a vu tellement de choses en peu de temps que je n'ai pas encore tout digéré. Je suis content de passer à la pratique pour y voir plus clair ! »*

La deuxième partie de la formation est l'application des connaissances théoriques à la réalité du terrain. Chaque situation est différente. *« Nous proposons aux stagiaires une grille de réflexion, une façon de se positionner face à leur interlocuteur, et nous indi-*

quons les principaux pièges à éviter. Mais tout est à découvrir à chaque fois », poursuit le capitaine. Pour coller à la réalité, le stage a été pensé sous forme de scénarios, principalement inspirés du théâtre afghan, qui concentre actuellement 70 % de l'effort CIMIC. Au camp de Chambaran, dans l'Isère, dans un village afghan reconstitué, une *shura*, assemblée traditionnelle, se termine, aussitôt suivie d'un debriefing. Le *malek* (le chef du village), joué par le maître principal Honoré, revient sur une ■ ■ ■

Le stage forme à des missions d'évaluation, de liaison, de réalisation de projets.

En deux semaines, les militaires acquièrent les savoir-faire propres à faciliter les échanges interculturels.



■ ■ ■ « faute » dans le comportement d'un adjudant-chef : *« Quand vous étiez assis face à moi durant la shura, vous me présentiez les semelles de vos chaussures, ce qui est insultant. Les pieds sont vils, seule la tête est noble. »*

Une des difficultés des conflits modernes réside dans la multiplicité des acteurs à prendre en compte sur le terrain. Les militaires doivent parler différemment selon qu'ils s'adressent à des entrepreneurs, des chefs de village, des humanitaires, des intermédiaires, des journalistes, des miliciens, etc. Les CIMIC doivent savoir se faire accepter de tous ces acteurs. *« Nous ne pouvons pas passer devant les gens comme des ombres, prévient le commandant Cottin. Il faut aller vers eux, donner de soi pour recevoir en échange. »*

L'art de la négociation, par exemple, nécessite savoir-être et savoir-faire. Les stagiaires doivent mettre de côté leurs repères culturels occidentaux pour mieux comprendre leurs interlocuteurs. Illustration dans un autre atelier, où l'adjudant-chef Ravera

joue le rôle d'un entrepreneur local. Durant son debriefing, il reproche à l'équipe de ne pas s'être suffisamment intéressée à lui : *« Il y a un protocole à respecter, quand on s'adresse aux Afghans. Vous auriez dû commencer par me demander comment va ma famille. Vous auriez su que j'ai trois enfants qui vont à l'école. Vous m'auriez alors demandé si, à cet égard, vous pourriez m'être utile. J'aurais été mis en confiance. Seulement après, on aurait parlé business. »*

Un autre volet des missions civilo-militaires consiste dans l'« évaluation » des villages, à laquelle préparent plusieurs ateliers. Les stagiaires s'entraînent à pouvoir répondre à des questions précises comme : l'eau est-elle potable ? La force est-elle bien perçue ? A-t-elle accès à ce village et peut-elle y stationner ? Le village est-il sûr ? La population est-elle en bonne santé ? etc.

Jour après jour, durant la partie pratique de la formation, les difficultés augmentent et les instructeurs placent les stagiaires dans des situations imprévues pour éprouver leur faculté d'adaptation et leur résistance mentale : menaces d'engins explosifs improvisés, arrivée d'insurgés dans un village, prise en otage d'un humanitaire. Chacun apprend beaucoup de ses erreurs et des erreurs des autres. *« Il ne s'agit pas de mettre une personne ou une équipe à l'index », prévient le capitaine Vignaud. L'ambiance amicale qui règne entre les participants le montre. Tous sont là pour se tromper, tenir compte de leurs erreurs et progresser.*

En se trouvant confrontés à des situations concrètes, les stagiaires comme les instructeurs se remettent sans cesse en question. Dans ce métier, l'humilité est de mise. *« On n'est jamais pleinement satisfait », reconnaît le capitaine Vignaud. L'encadrement est passionné par ce qu'il fait. Les stagiaires suivent. « Après vingt ans dans l'armée, j'ai l'impression de redécouvrir mon métier. Je m'ouvre à d'autres choses. L'enrichissement personnel est énorme, les formateurs sont de très haut niveau », estime l'adjudant Laidié. Et pourtant, si tous se montrent contents, personne n'ose se dire prêt. Dans trois ou six mois, certains stagiaires seront envoyés en Afghanistan, au Liban, au Tchad ou ailleurs. Ils en découvriront plus sur le terrain. Là commencera vraiment leur expérience.*

Gwenola de Geloës

Interagir avec les civils

Né à Lyon en 2001, le groupement interarmées des actions civilo-militaires compte 90 militaires permanents, un réservoir de 96 militaires de carrière répartis dans les forces armées et 350 réservistes. 70 % d'entre eux sont issus de l'armée de terre.

Les actions civilo-militaires poursuivent quatre objectifs :

- contribuer à atteindre des buts politiques en facilitant la coordination entre les différents acteurs civils et militaires ;
- renforcer l'action militaire en facilitant l'insertion de la force dans un environnement civil complexe ;
- accélérer la sortie de la crise en fournissant un appui aux acteurs civils ;
- préserver les intérêts nationaux.

Des équipes sont actuellement déployées en Afghanistan (deux en Kapisa, deux en Surobi), au Tchad, au Liban.

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

Un collège d'ins

Issus des trois armées, de la gendarmerie, de l'armement et du service de santé, ils mènent des audits indépendants sur des problématiques majeures et proposent leurs recommandations.

Comme chaque mardi, le collège des six inspecteurs généraux des armées (IGA) se réunit sur le site de Saint-Thomas d'Aquin, à Paris. Nommés en Conseil des ministres, ils sont issus des trois armées, de la gendarmerie, de l'armement et du service de santé. Ils vont plancher sur un des sujets que le ministre de la Défense leur a confiés, et qui fera l'objet de recommandations de leur part. Cette réunion hebdomadaire cadence l'activité du collège. Les IGA, forts des diverses expériences qu'ils

ont acquises au cours d'une trentaine d'années au sein de la Défense, élaborent des propositions dans un large spectre de domaines : opérationnel, personnels militaires, équipement... Ils établissent leurs recommandations à partir d'audits ou d'études qu'ils mènent en toute indépendance. Parmi les missions en cours, on peut citer : les conséquences opérationnelles de la féminisation des forces armées, la cohérence de la logistique opérationnelle avec les contrats du Livre blanc, les savoir-faire techniques du ministère, la rénovation de la formation militaire. Sur ce dernier thème, ils ont reçu un mandat commun avec le Contrôle général des armées.

Les IGA sont également très impliqués pour ce qui concerne l'accompagnement et le suivi de l'ensemble du personnel militaire. Ils sont directement associés aux travaux d'avancement et de définition de la politique de gestion du personnel. Régulièrement, chaque inspecteur reçoit en audience les militaires de son armée ou service d'origine qui en font la demande.

Pour ce qui est de la méthode de travail du collège, pour chaque sujet confié par le ministre, l'un des inspecteurs est désigné pilote. Il constitue un groupe de travail interarmées



BRUNO BIASUTTO/DICOD

pecteurs pour le ministre

composé d'officiers des inspections. Cette équipe mène les investigations, conduit les entretiens, réalise l'analyse et la synthèse. « Travailler en collège nous permet de toucher à des registres hors de nos "frontières d'armée" habituelles », commente l'IGA-air Patrick de Rousiers. « Il nous faut prendre en compte la sensibilité de chaque armée, précise, de son côté, l'IGA-terre François-Pierre Joly. Cela fonctionne parce

Missions individuelles

Les inspecteurs généraux des armées terre, marine et air assurent individuellement, au nom du ministre, une tutelle sur les Bureaux Enquêtes-Accidents. Ils garantissent à ces bureaux l'indépendance nécessaire à l'examen impartial des accidents vis-à-vis des chaînes hiérarchiques.

Par ailleurs, ils contribuent au rayonnement du ministère en exerçant des mandats de présidence ou de participation à des instances ministérielles, telles que la commission armées-jeunesse, le comité directeur des postes permanents à l'étranger, le comité de pilotage du suivi des stagiaires étrangers.

devenus parfois inaptes au service ? Ce sont les préoccupations qui nous animent. »

Après avoir été présentées au ministre, les recommandations des IGA sont transmises par son cabinet aux grands responsables des états-majors et des services du ministère, qui émettent un avis. Si nécessaire, le ministre rend les arbitrages. Les décisions sont alors mises en œuvre. Ainsi, à titre d'exemple, l'étude relative à l'organisation d'un niveau intermédiaire dans l'architecture du soutien a contribué à la décision de créer les états-majors de soutien-défense (EMSD). Ces structures légères constituent un échelon de synthèse indispensable entre les bases de défense et le centre de pilotage et de conduite du soutien.

que nous avons la volonté de travailler ensemble pour le bien commun. Le croisement des points de vue est le dénominateur commun de tous nos travaux. »

Les rapports adressés au ministre de la Défense, fruits de cette démarche collégiale, apportent un éclairage consolidé et pertinent. « Au terme de nos débats, nous donnons un avis commun, en évitant tout conservatisme », assure le général de Rousiers. « Il n'y a pas de consensus mou, confirme l'ingénieur-général Pène. Nous souhaitons avant tout faire progresser l'institution. Actuellement, par exemple, le collège étudie le suivi des militaires blessés en Opex. Comment mieux les accompagner dans cette épreuve, quelles sont les voies de réinsertion de ces militaires,

Qui sont les IGA ?

- **Inspecteur général des armées-armement** : Jean-Bernard Pène, précédemment à la DGA, directeur du service des programmes d'armement terrestre en 2000, puis directeur de l'expertise technique en 2005.
- **Inspecteur général des armées-terre** : François-Pierre Joly, précédemment commandant de la région terre Sud-Est en 2006 et major-général de l'armée de terre en 2008.
- **Inspecteur général des armées-marine** : Jacques Launay, auparavant commandant des forces maritimes de l'océan Indien en 2007 et major-général de la marine en 2008.
- **Inspecteur général des armées-air** : Patrick de Rousiers, précédemment commandant de la défense et

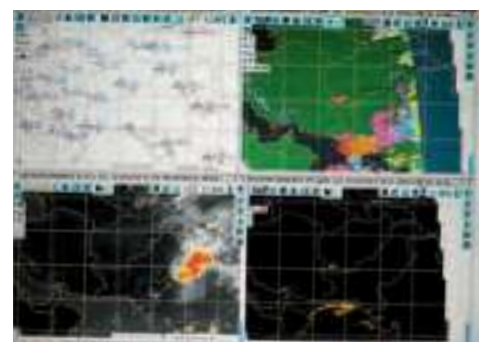
des opérations aériennes Taverny-Lyon-Paris en 2006, puis représentant militaire de la France auprès des comités militaires de l'Union européenne et de l'Otan en 2008.

- **Inspecteur général des armées-gendarmerie** : Marc Watin-Augouard, précédemment conseiller pour la sécurité au cabinet du ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales entre 2002 et 2004, puis commandant pour la zone de défense Nord en 2005.

- **Inspecteur général du Service de santé des armées** : Jacques Brunot, précédemment sous-directeur « ressources humaines » à la direction centrale du Service de santé des armées en 2007.

D'autres sujets sont traités dans un cadre interministériel. Cela a été le cas récemment avec les ministères des Finances et de l'Intérieur pour évaluer l'impact de la restructuration territoriale des armées sur la réalisation des missions civiles dans les Départements et Collectivités d'outre-mer. « Des entretiens avec toutes les autorités concernées ont permis de proposer, indique l'amiral Launay, une adaptation du dispositif militaire déployé outre-mer, pour éviter des ruptures capacitaires à court terme. » C'est en particulier sur ces sujets interministériels que la présence, au sein du collège, de l'inspecteur général des armées-gendarmerie apporte une plus value indéniable. ■

Nelly Moussu





MARINE NATIONALE

Essentielles pour la marine et l'armée de l'air, les prévisions météo sont de plus utiles pour l'armée de terre ou pour les tests de matériels. Depuis 2009, les données proviennent d'un unique centre, le Centre interarmées de soutien météo-océanographique des forces.

Le temps qu'il fera pour la Défense

L'œil rivé sur leurs ordinateurs, les militaires suivent attentivement une étrange bataille. Sur les écrans, nul affrontement entre divisions de chars ou bataillons d'infanterie, mais des luttes de position entre masses d'air et des confrontations entre anticyclones et dépressions. Car ces militaires appartiennent au Centre interarmées de soutien météo-océanographique des forces (CISMF).

Créé en 2009 après le regroupement des services météo des trois armées, le CISMF, aux ordres opérationnels de l'état-major des armées, compte 27 militaires. Il est le Centre de production et de diffusion des données et des produits météorologiques et océanographiques (Metoc) des armées. La météo a toujours joué un rôle dans l'art de la guerre. Et nombreux sont les exemples

où ses caprices ont décidé du sort d'une bataille. Tel le célèbre soleil d'Austerlitz, qui éclaire le plateau de Pratzen, où se trouvent les colonnes russes, tandis qu'en contrebas, le brouillard offre un masque providentiel aux troupes françaises qui se concentrent en secret. Aujourd'hui, si l'on ne peut toujours pas influencer sur le temps, les progrès de la météorologie permettent de l'estimer avec précision. Au point qu'elle est devenue un paramètre opérationnel essentiel, qui conditionne les opérations militaires aériennes, maritimes et terrestres. « Dans certaines situations, une grosse pression pèse sur nos épaules, explique le capitaine de frégate Patrice Pauly, commandant du CISMF. Il arrive que le "go" pour le déclenchement d'une opération dépende de notre capacité à déterminer une fenêtre météo favorable. » ■■■

Page ci-contre : Situé à Toulouse, sur le campus de Météo France, le Centre interarmées de soutien météo-océanographique des forces regroupe, depuis 2009, les services météo des armées de l'air, de terre et de la marine.

**Les
prévisionnistes
du CISMF
travaillent
à partir des
données brutes
fournies par
Météo France.**



MARINE NATIONALE

« Le CISMF peut être interrogé à tout instant depuis n'importe quel point du globe où des militaires français sont engagés. »

■ ■ ■ Situé à Toulouse sur le campus de Météo France, le CISMF doit répondre, de manière permanente et sur l'ensemble du globe, aux besoins des forces, pour toutes les opérations ou les exercices effectués dans un cadre national ou multinational (Otan, Union européenne ou coalition). « Outre les traditionnels bulletins météo, nous fournissons des bulletins plus spécifiques répondant à des critères particuliers, explique le capitaine de frégate. Par exemple, la marine peut avoir besoin, pour une opération contre des pirates, de connaître l'état de la mer sur zone avant de partir à l'assaut. L'armée de terre peut nous demander des informations sur le vent ou les risques de givrage encourus par leurs hélicoptères. L'armée de l'air nous sollicite pour des études sur les températures à Abu Dhabi afin de planifier les vols de ses avions, ou la DGA veut savoir si telle et telle condition météo sont réunies pour tester des nouveaux missiles. » Les météorologistes du CISMF peuvent être interrogés à tout instant depuis n'importe quel point du monde où des militaires français sont engagés. « La prévision météo évolue en permanence. C'est dynamique, il faut constamment "rafraîchir" nos données et informer les forces sur le terrain, souligne le commandant du CISMF. Nous devons être très réactifs. Dès qu'un nouveau phénomène intervient, nous informons notre "client" que la prévision a changé. La permanence du suivi est une problématique propre à notre milieu. »

Météo France est un partenaire indispensable pour la Défense. Elle forme notamment des militaires au sein de l'Ecole nationale de la météorologie (ENM). Elle apporte aussi une assistance opérationnelle, sur le territoire national et sur les théâtres d'opérations extérieures. Les prévisionnistes du CISMF travaillent en effet à partir des données brutes fournies par l'énorme calculateur de Météo France. « Ensuite, nous traitons ces données en fonction des besoins spécifiques des forces », continue le capitaine de frégate. Les pays occidentaux possèdent des outils performants pour prévoir le temps sur l'Europe, mais ce n'est pas le cas pour l'ensemble du globe, notamment sur les zones où sont déployées les forces françaises. Complétant les observations des météorologistes militaires sur le terrain, Météo France met occasionnellement à disposition du CISMF des programmes informatiques qui « modélisent » l'évolution de l'atmosphère, avec un maillage

de 100 à 10 kilomètres de côté. « Météo France a mis un modèle à notre disposition pour l'Afghanistan, souligne le commandant du CISMF. Nous l'utilisons pour des soutiens très particuliers, comme du parachutage de matériel. Lorsque les avions doivent larguer des palettes d'une très haute altitude et à plusieurs kilomètres de l'objectif, les informations que nous fournissons garantissent à l'équipage une précision inférieure à 200 mètres au point de chute. »

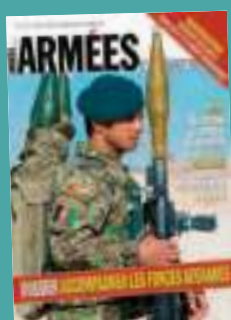
Au CISMF, les trois armées travaillent ensemble. « Il y a un véritable échange de culture entre les armées, remarque le sergent Christophe Jumelle. Les prévisionnistes "tournent" sur différents postes, ils ne sont spécialisés ni sur une armée, ni sur une zone géographique. Auparavant, je travaillais sur une base aérienne, poursuit le sergent. Je fournissais toujours le même type de bulletin météo axé aéronautique. Ici, je peux être amené à communiquer des bulletins aux navires français qui participent à la mission Atalante. On change régulièrement de poste, c'est agréable, il n'y a pas de monotonie. On touche à tout, c'est très enrichissant. »

Parmi ces prévisionnistes, figurent aussi huit ingénieurs de Météo France. « Ce genre de poste est très intéressant. Cela me change des prévisions pour Météo France, qui ne concernaient que la métropole, explique Rémy Delannoy, ingénieur. On travaille beaucoup sur la météorologie tropicale, à cause des théâtres d'opérations. Sur le continent africain, les phénomènes climatiques évoluent très rapidement. Il y a des objets remarquables à surveiller, comme des cyclones. Aujourd'hui, par exemple, nous suivons un phénomène assez rare sur la Corne de l'Afrique : un orage à Djibouti. Nous observons son évolution et nous tenons nos "clients" sur place informés. C'est un travail concret, avec une application immédiate. » L'expertise reconnue du CISMF au sein de la Défense devrait s'étendre encore dans les prochaines années puisqu'une augmentation de ses activités au profit des armées est prévue. « Nous travaillons beaucoup avec la marine et l'armée de l'air, qui utilisent les données météorologiques depuis longtemps, note le capitaine de frégate Pauly. Mais depuis peu, nous sommes de plus en plus sollicités par l'armée de terre, qui découvre l'intérêt de nos produits météo pour certaines activités. Par exemple, pour optimiser l'utilisation des drones ».

Carine Bobbera



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

☐ Normal ☐ Spécial* ☐ France ☐ Étranger/Dom-Tom/Par avion

☐ 1 an ☐ 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

Mémoire

**L'événement
rassemble
chaque année
le Gotha des
historiens.
L'occasion
pour
la Défense
de mettre
en valeur
son expertise
et son fond
d'archives. Et
d'entretenir
le contact
avec
éditeurs et
enseignants.**

PHOTOS JEAN FRANÇOIS D'ARCANGUES / ECPAD



La Défense aux Rendez-vous

Comme chaque année depuis cinq ans, la Défense est venue en force aux Rendez-vous de l'Histoire : l'Etablissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense (ECPAD), la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA) et son centre d'archives, administré par le Service historique de la Défense (SHD), réputé pour son expertise en histoire militaire. Du 14 au 17 octobre, à Blois, plusieurs centaines d'historiens ont échangé leurs réflexions lors de débats publics. L'événement a réuni aussi près de deux cents éditeurs et des

enseignants, tandis qu'un cycle cinéma d'une cinquantaine de films était proposé au public. Pour leur 13^e édition, ces Rendez-vous de l'Histoire ont choisi le thème de la Justice, avec l'ancien ministre Robert Badinter comme président.

L'intérêt du grand public pour l'histoire explique le succès populaire de cette manifestation ainsi que la présence nombreuse des éditeurs. « *La place du ministère de la Défense au sein de ces professionnels de l'histoire est légitime*, estime Christophe Berenguier, chef du bureau des actions pédagogiques de la DMPA. *Car la Défense veut soutenir sa politique de mémoire*



L'ECPAD avait installé un vaste espace multimédia pour que le public puisse consulter des documents historiques.

de l'Histoire

et mettre en valeur les riches fonds qu'elle détient et qui constituent le patrimoine historique et militaire de la France. » Le ministère entretient d'ailleurs d'étroites relations, depuis une dizaine d'années, avec des éditeurs (Autrement, Gallimard, Talandier, Textuel, etc.) et publie de nombreux ouvrages en partenariat avec eux. « *La DMPA nous fait confiance sur les thèmes choisis et met à notre disposition ses historiens pour relire les épreuves avant parution* », précise Laure Flavigny, des éditions Autrement, réputées pour leurs Atlas (sur la guerre d'Indochine, sur l'Algérie, sur la France libre...) ou pour leur collection ■ ■ ■

Quel est le rôle de la DMPA dans la politique de mémoire ?

La DMPA s'attache à conserver et à transmettre les patrimoines mémoriels issus des conflits contemporains dont le ministère de la Défense est le dépositaire. Cela se traduit par l'organisation de cérémonies nationales et l'appui aux

institutions du monde combattant, par la mise en œuvre d'actions éducatives et de formation à l'esprit de défense, par la préservation et la valorisation du « patrimoine de pierre » de notre ministère

– entretien de nécropoles nationales et des hauts lieux de mémoire comme le Mont-Valérien (1) – et, enfin, par l'animation du tourisme de mémoire, en partenariat notamment avec les collectivités territoriales.

La DMPA est-elle amenée à changer de mode de transmission et de public ?

Les acteurs des grands conflits du xx^e siècle étant désormais moins nombreux, nous sommes amenés à repenser, en lien avec eux, les formes et les vecteurs de transmission de leur héritage. En 2008, les travaux de la commission sur la modernisation des commémorations nationales, présidés par l'historien André Kaspi, nous avaient incités à nous tourner davantage vers les jeunes générations et à identifier de nouveaux instruments pour les toucher. Nous avons ainsi créé, autour du 70^e anniversaire de l'Appel du 18 juin du général de Gaulle, un univers pédagogique et historique à partir de films, d'émissions de radio, de publications, d'expositions, de colloques et de débats. Ce fut une expérience inédite dans le domaine de la mémoire combattante.

Qu'en est-il de vos projets futurs ?

En 2011, la mémoire des participants aux opérations extérieures sera mise en exergue. Nous estimons que ce sont les successeurs des soldats de la première génération du feu de la Grande Guerre. Les honorer et expliquer le sens de leurs engagements marque une réelle évolution dans notre travail : nous rapprochons la politique de mémoire de situations plus contemporaines. Nous traiterons par ailleurs de la naissance de la Résistance intérieure, il y a 70 ans, et participerons également à « l'année des Outre-mers », pour souligner l'implication de ces territoires et de leurs habitants aux grandes pages de notre histoire nationale.

1. Dont les nouveaux espaces muséographiques ont été inaugurés par le ministre de la Défense le 5 mai dernier.



La Défense publie de nombreux ouvrages historiques, seule ou en partenariat avec des éditeurs.

Ces Rendez-vous sont aussi l'occasion d'entretenir les contacts avec les enseignants.

■ ■ ■ Mémoires. « *La Défense ne se contente pas d'apporter son expertise, ajoute Chloé Pathé, elle participe aussi à la promotion des ouvrages en animant des ateliers pédagogiques.* » Le Service historique de la Défense, qui dépend de la DMPA, « *édite, seul ou avec des éditeurs, des ouvrages à destination de notre institution et des spécialistes de l'histoire militaire, mais également en direction d'un plus large public, pour lui permettre de découvrir la richesse des fonds conservés par le service* », explique Nicolas Texier, chef du bureau des publications. Les Rendez-vous de l'Histoire sont aussi l'occasion d'entretenir les contacts avec les enseignants. Pour la DMPA, qui consacre un budget annuel de 200 000 euros pour financer la visite des scolaires sur les lieux de mémoire. Mais aussi pour le SHD qui, à travers des journées de formation qu'il organise au château de Vincennes, s'efforce de faciliter l'exploitation de ses documents aux professeurs d'histoire, de français et d'arts plastiques. Pour Nicolas Offenstadt, maître de conférences à l'université de la Sorbonne Paris I, auteur de *14-18 aujourd'hui, la Grande Guerre dans la France contemporaine*, « *sur certains sujets, le rapport de la Défense à l'histoire évolue, il devient plus facile d'en débattre dans l'espace public* ». Le spécialiste de la mémoire de la guerre a ainsi répondu à l'invitation du directeur

adjoint de la DMPA, Joseph Zimet, pour débattre à Blois de la place des fusillés de 14-18 dans la mémoire nationale. La collaboration entre les historiens et la Défense se développe. « *Pour la première fois, nous avons organisé un séminaire – dix rendez-vous jusqu'en juin prochain – sur la Grande Guerre, dans les locaux du ministère de la Défense*, précise Nicolas Offenstadt. *Les universitaires souhaitent s'ouvrir à la communauté civile et militaire de la Défense.* »

Sous le grand chapiteau, les actions pédagogiques de l'ECPAD battent leur plein sur les stands Défense. Un vaste espace multimédia est dédié à la consultation de documents historiques. « *Mettre l'histoire en images aide à la comprendre. La façon interactive de consulter nos archives attire les jeunes*, remarque Isabelle Solano, la responsable marketing, qui peut mesurer *in situ* le succès des productions « maison ». *Ces documents montrent les faits, sans l'angle critique des historiens. Ce regard neutre plaît aux visiteurs.* »

Très présent lors de ces Rendez-vous de l'Histoire, l'ECPAD a « couvert » l'événement. Le public a ainsi pu suivre les moments forts de ces journées grâce une WebTV mise en ligne sur le site de l'ECPAD et renvoyant sur celui de la manifestation.

Aude Le Calvé

ARMÉES[♦]**D'AUJOURD'HUI**

CYNTHIA GLOCK

06/10 L'INSCRIPTION « KOWEÏT 90-91 » ATTRIBUÉE AUX UNITÉS AYANT PARTICIPÉ À LA GUERRE DU GOLFE

Conformément aux prescriptions du rapport de la commission des emblèmes du 18 juin 2010, le ministre de la Défense attribue, par arrêté ministériel, l'inscription « Koweït 1990-1991 » aux drapeaux et étendards des 17 formations des armées ayant participé à la guerre du Golfe. Les unités concernées sont des régiments

de l'armée de terre (légion étrangère, troupes de marine, arme blindée et cavalerie, train, aviation légère) et des escadrons de l'armée de l'air (chasse, reconnaissance et transport). Plus de 20 000 militaires français ont été engagés dans ce conflit entre 1990 et 1991, contribuant à libérer le Koweït de l'invasion irakienne.



MIKE NELSON/AFP



LIONEL BONAVENTURE/GETTY IMAGES/AFP

19/10 FRANCE GRANDE-BRETAGNE : DÉBUT D'UNE COOPÉRATION SANS PRÉCÉDENT

Lors du sommet franco-britannique, Nicolas Sarkozy et le Premier ministre britannique David Cameron ont signé deux traités de coopération militaire, scellant un rapprochement sans précédent de leurs armées. Le premier prévoit la création en 2011 d'une force expéditionnaire interarmées conjointe et la

mutualisation de porte-avions dès 2020. Le second porte sur la mise en commun de technologies nucléaires dans des projets industriels. Les deux pays devraient ainsi maintenir leur rang dans l'Otan et l'Union européenne malgré des budgets de défense en baisse, tout en gardant leur indépendance de décision.

25/10 EURONAVAL 2010 : LA DGA SOUTIENT L'EXPORTATION FRANÇAISE



Pour sa 22^e édition, le Salon Euronaval, organisé par le groupement industriel des constructions et armements navals, a réuni 400 exposants de 37 pays. Aux côtés de la marine,

la DGA a présenté les frégates Horizon, dont la livraison a débuté en France et en Italie, et la frégate multi-missions FREMM, également franco-italienne, et dont la mise à flot est prévue l'année prochaine. La DGA a aussi présenté le futur sous-marin nucléaire d'attaque *Barracuda*, pour lequel les délégations ont pu consulter la revue de conception détaillée. « La DGA répond également aux urgences opérations », ajoute François Pintart, responsable du domaine naval à la Direction technique de la DGA, notamment avec de nouveaux systèmes destinés à la lutte contre la piraterie. »



EMA

21/10 ALINDIEN S'INSTALLE AUX ÉMIRATS ARABES UNIS

L'amiral commandant la zone maritime de l'océan Indien (Alindien) exerce aujourd'hui son commandement depuis l'implantation militaire française des Emirats arabes unis (IMFAEU). Désormais, il est aussi commandant des forces françaises stationnées aux EAU (COMFOR FFEAU). En coordination avec l'attaché de défense, il est responsable de la coopération opéra-

tionnelle bilatérale avec les EAU et dans la région du Golfe persique. Depuis 1973, Alindien était le seul commandement permanent exercé à la mer. Basé à terre à Abu Dhabi, l'amiral conserve cependant la capacité d'embarquer à tout moment sur un bâtiment pouvant accueillir tout ou partie de son état-major selon les missions.

14/10 OTAN : DÉBAT AUTOUR DU NOUVEAU CONCEPT STRATÉGIQUE

Les ministres de la Défense et des Affaires étrangères des 28 pays de l'Otan se sont réunis à Bruxelles pour discuter des nouvelles missions de l'Alliance et du nouveau concept stratégique. Ils ont notamment évoqué la nécessité de réformer les structures militaires de l'organisation et de rationaliser les coûts, et l'éventualité de créer un

système de défense antimissile. Le texte du nouveau concept stratégique sera soumis aux dirigeants alliés pour adoption, lors du sommet de Lisbonne, qui aura lieu les 19 et 20 novembre prochains. « L'Otan reste l'instrument le plus efficace au monde pour maintenir la paix » a réaffirmé le secrétaire général de l'Otan, A.F. Rasmussen.



CAROLYN KASTER/AFP



JOHANN PESCHEL/MARINE NATIONALE

14/10 LE « FORBIN » ADMIS AU SERVICE ACTIF

Fruit du programme naval Horizon, qui comprend deux bâtiments français et deux italiens, la frégate de défense aérienne *Forbin* est la première de ce type à être admise en service actif. Grâce à son système d'arme, le *Forbin* peut faire face aux menaces des missiles les plus récents (notamment missiles anti-navires supersoniques) et

réagir aux attaques aériennes. Sa discrétion électromagnétique et sa capacité d'alerte et de « leurrage » en font un bâtiment de combat adapté aux situations d'hostilité intense comme aux zones de crise. Le *Forbin* voguera aux côtés du porte-avions *Charles De Gaulle*, au sein du groupe aéronaval déployé en océan Indien pour la mission Agapanthe.

06/10 LE SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE FÊTE SES CINQ ANS

Au cours du séminaire organisé à Versailles pour célébrer le cinquième anniversaire du SID, son directeur central, le général de division aérienne Gérard Vitry, a appelé les représentants des états-majors et services du ministère présents à « faire confiance au SID, engagé sur la voie de la nouvelle organisation en bases de Défense, qui est adaptée à la mise en œuvre

d'une fonction infrastructure particulièrement efficiente. » Depuis cinq ans, le SID, qui assure le soutien immobilier de la Défense, en France comme à l'étranger, a mené de nombreux chantiers en matière d'expertise, de systèmes d'information, de maintenance et d'énergie ou encore de gestion comptable des ressources immobilières du ministère.



DCSID



DR

13/10 LES JEUNES STRASBOURGEOIS ONT RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

En partenariat avec le Centre européen du résistant déporté, le Bureau du service national (BSN) de Strasbourg a organisé une Journée d'appel de préparation à la défense (JAPD) sur l'ancien camp de concentration de Natzweiler-Struthof. A l'occasion du 70^e anniversaire de l'appel à la résistance du général De Gaulle, une quarantaine de jeunes de la région ont été guidés sur ce haut lieu de mémoire pour y rendre hommage à cinq

résistants. Engagés dès la première heure aux côtés du général De Gaulle, ces derniers étaient en première ligne du front de la résistance. Parmi eux, le général Delestraint, qui organisa et commanda l'Armée secrète. Arrêtés, ils furent déportés au camp de Natzweiler-Struthof. Trois d'entre eux n'y survécurent pas. Les élèves en souvenir de ces héros de l'ombre, morts pour la liberté ont allumé trois lanternes.

DOSSIER



CAMOUF

**L'ART DE NE
PAS ETRE**

VU





SIRPA TERRE

LAGE

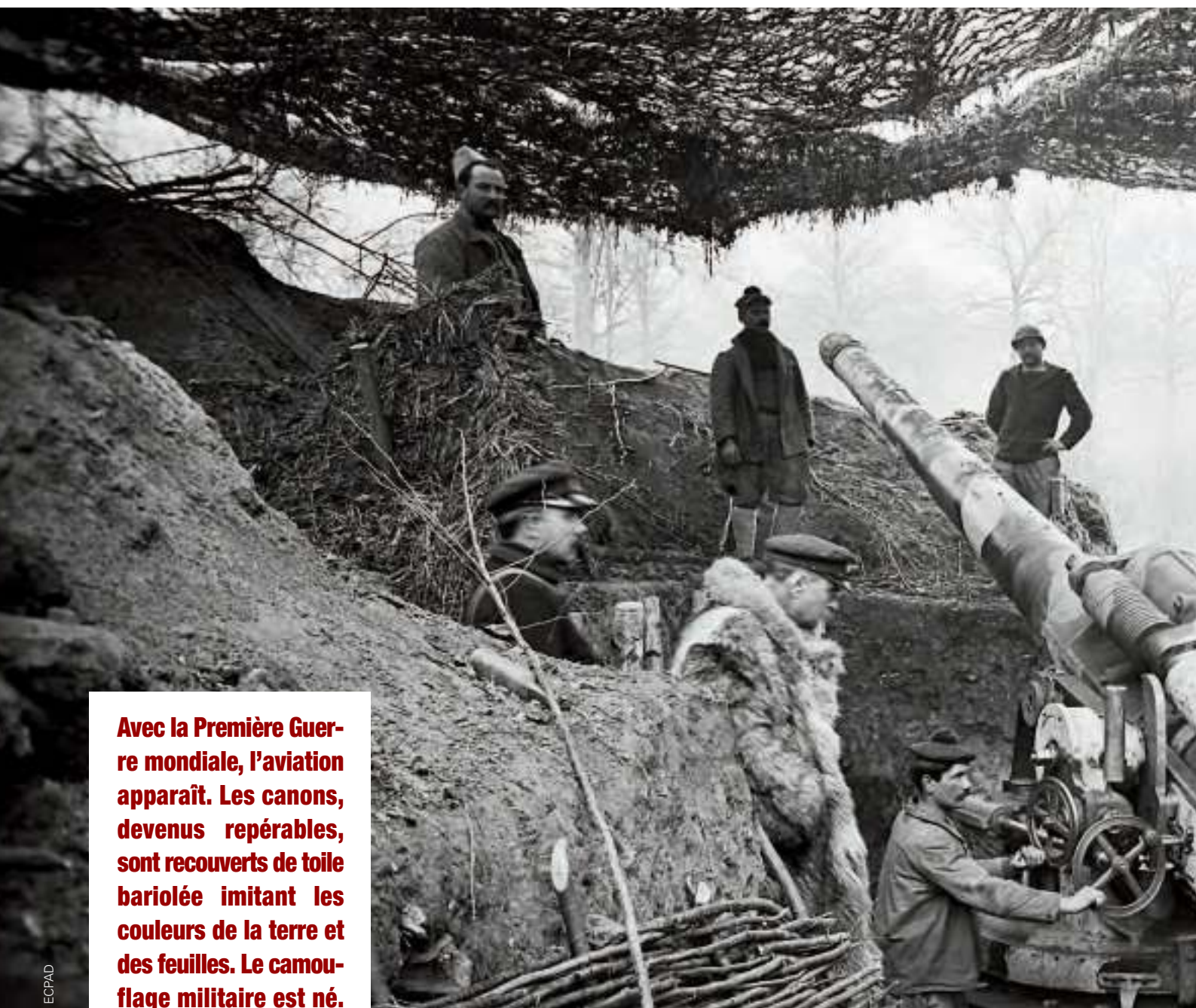


D. VIOLA/DICOD

L'utilisation du camouflage par les militaires met fin à une tradition guerrière où bravoure et force allaient de pair avec la visibilité du combattant, qui devait être vu pour en imposer. Aujourd'hui, la discrétion est devenue une arme majeure pour tromper l'ennemi. Des filets recouverts de branchages, aux matériaux les plus sophistiqués utilisés pour les aéronefs et les navires, tour d'horizon en images.

S O M M A I R E

- > Casser les formes, briser les lignes 48
- > La nature donne le ton 50
- > Leurrer pour rester dans l'ombre 54
- > Procédure de silence 56
- > Le CAM investit la tendance 58

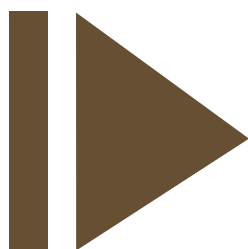


Avec la Première Guerre mondiale, l'aviation apparaît. Les canons, devenus repérables, sont recouverts de toile bariolée imitant les couleurs de la terre et des feuilles. Le camouflage militaire est né.

Casser les formes, briser les lignes

Nous sommes en 1914. Le conflit s'enlise rapidement. Face à face, les deux camps entament une guerre de tranchées pour échapper à la vue et aux tirs de l'ennemi. Mais une nouvelle menace apparaît. Bientôt, l'aviation naissante survole en effet les positions et renseigne les états-majors sur le nombre et la manœuvre des troupes. Comment désormais se soustraire aux vues de l'adversaire ?

Un jeune pastelliste, Lucien-Victor Guirand de Scevola, mobilisé comme canonnier, propose alors de dissimuler les matériels en utilisant la technique des peintres cubistes pour « casser les formes ». Le camouflage est né. Il s'agit de rendre le matériel indiscernable, notamment depuis le ciel, et de le fondre dans le paysage, soit en peignant directement les objets, soit en les plaçant sous une toile peinte. Des taches ocres irrégulières brisent



HISTOIRE



les lignes reconnaissables des canons et les font disparaître dans l'environnement. Le procédé est bientôt reconnu, codifié, organisé, et la première section de camouflage est créée en 1915. Elle compte alors trente hommes. Aux artistes-combattants, parmi lesquels André Mare ou Georges Braque, se joignent bientôt charpentiers, tôliers, ajusteurs. A la fin du conflit, les ateliers de camouflage, situés à Paris et à proximité du front,

emploient près de 3 000 hommes auxquels s'ajoute la main-d'œuvre féminine. A l'arrière, on compte ainsi 10 000 « camoufleurs ». La production mensuelle par atelier atteint les 180 000 mètres carrés de toile bariolée.

Quant au camouflage du combattant, son évolution est lente, car considéré comme une forme de trahison dans le noble exercice du métier des armes...



Au milieu du xx^e siècle, la pratique de la guerre change. Se dissimuler n'est plus considéré comme un acte de lâcheté. Désormais, le soldat va utiliser tous les artifices pour se fondre dans le décor.

La nature donne le ton

Pour le fantassin moderne, l'art de la dissimulation est considéré comme un acte de combat. Comme tel, le camouflage englobe toutes les techniques et les attitudes que le combattant, posté ou en déplacement, doit maîtriser. La qualité des imprimés des tenues de combat et le tissu jouent un rôle important dans le domaine tactique. Un camouflage réussi est généralement le résultat de recherches poussées. « *Le travail de recherche*

sur le camouflage se fait en étroite collaboration avec les opérationnels et la section technique de l'armée de terre (STAT), explique Louis Le Roux, chef du bureau conception des produits au Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces (Cescof). La distance à laquelle on souhaite que l'illusion opère est un facteur déterminant. Certaines unités nous demandent des distances très courtes. Les retours d'expérience, comme ceux d'Afghanistan,



TERRRESTRE



DAMIEN MEYER / AFP

nous permettent d'affiner notre travail, comme cela a été le cas pour la réalisation du camouflage du treillis Félin. »

La technologie ne fait cependant pas tout, et la technique du soldat est tout aussi primordiale. Elle procède pour beaucoup de règles de bon sens et d'observation, essentiellement empruntées au règne animal, où proies et prédateurs, pour se défendre ou pour surprendre, sont passés maîtres dans l'art de se dissimuler dans

l'environnement. Les principes du camouflage militaire sont résumés dans l'acronyme FFOMECEBLOT, avec :

– F, comme forme. Briser les formes caractéristiques pour les rendre moins discernables. Sachant que la nature a horreur des formes régulières, on ajoutera un filet ou quelques branchages pour casser la forme ronde d'un casque et rendre son contour moins défini, moins reconnaissable. Attention, en faire trop attirerait également le regard.

« Les retours d'expérience nous permettent d'affiner notre travail. Cela a été le cas pour réaliser le treillis Félin. »

– F, comme fond. Se fondre dans l'environnement. Le camouflage permet de renvoyer une lumière comparable à celle de l'environnement immédiat, réduisant les contrastes optiques avec celui-ci. On adapte donc la tenue ou le camouflage de circonstance (branchage par exemple) selon le fond sur lequel on évolue.

– O, comme ombre. Toujours se déplacer ou stationner en utilisant les zones d'ombre du paysage.

En progressant sur le versant à l'ombre plutôt que sur la ligne de crête, on évite que sa silhouette se détache. A l'arrêt, on s'écarte des fonds clairs pour éviter de se découper sur l'arrière-plan.

– M, comme mouvement. Le mouvement attire naturellement le regard. Posté, le combattant doit rester immobile au maximum. Et s'il doit bouger, il quittera son poste d'observation ou de combat toujours par l'arrière et le plus discrètement possible afin de ne pas dévoiler sa présence. De façon générale, un déplacement, lorsqu'il ne peut être évité, doit être lent et délié. Il sera ainsi difficile à localiser.

– E, comme éclat. Oubliée, la montre ou la chaîne en or qui brille ! Il faut prendre garde aux parties métalliques et aux verres, qui reflètent la lumière, particulièrement quand on a le soleil de face. Quelque chose qui brille dans le paysage est une alerte pour le regard.

– C, comme couleur. Jouer le ton sur ton. Là encore, le camouflage ne rend pas invisible. Mais tout est affaire d'optique. Il faut se confondre avec l'environnement immédiat en arborant ses couleurs. Zébrures, pixels, taches, pointillés... les designs diffèrent selon les treillis et les armées, mais les bases ■■■



PHILIPPE POULET/MAXPPP

■■■ restent les mêmes. Un mélange de noir, marron et vert pour les zones tempérées, une dominante de couleur sable pour les zones arides et désertiques, un nuancier de blanc pour les zones enneigées et un dégradé de gris au noir en zone urbaine. Les parties exposées du corps, visage et mains, doivent être maquillées aux couleurs du camouflage adopté ou, plus radicalement, masquées à l'aide de gants et de cagoule.

– B, comme bruit. La règle d'or est le silence. La nuit, on est observé avec les oreilles ! Le bruit peut donc trahir notre présence, mais réciproquement celle de l'adversaire. Il faut être à l'écoute de la Nature, qui peut donner l'alerte. Certains animaux sont des sentinelles naturelles. Si une menace ou seulement quelque chose d'inhabituel vient les perturber, ils peuvent le faire savoir, soit par leurs cris, soit au contraire par leur silence soudain.



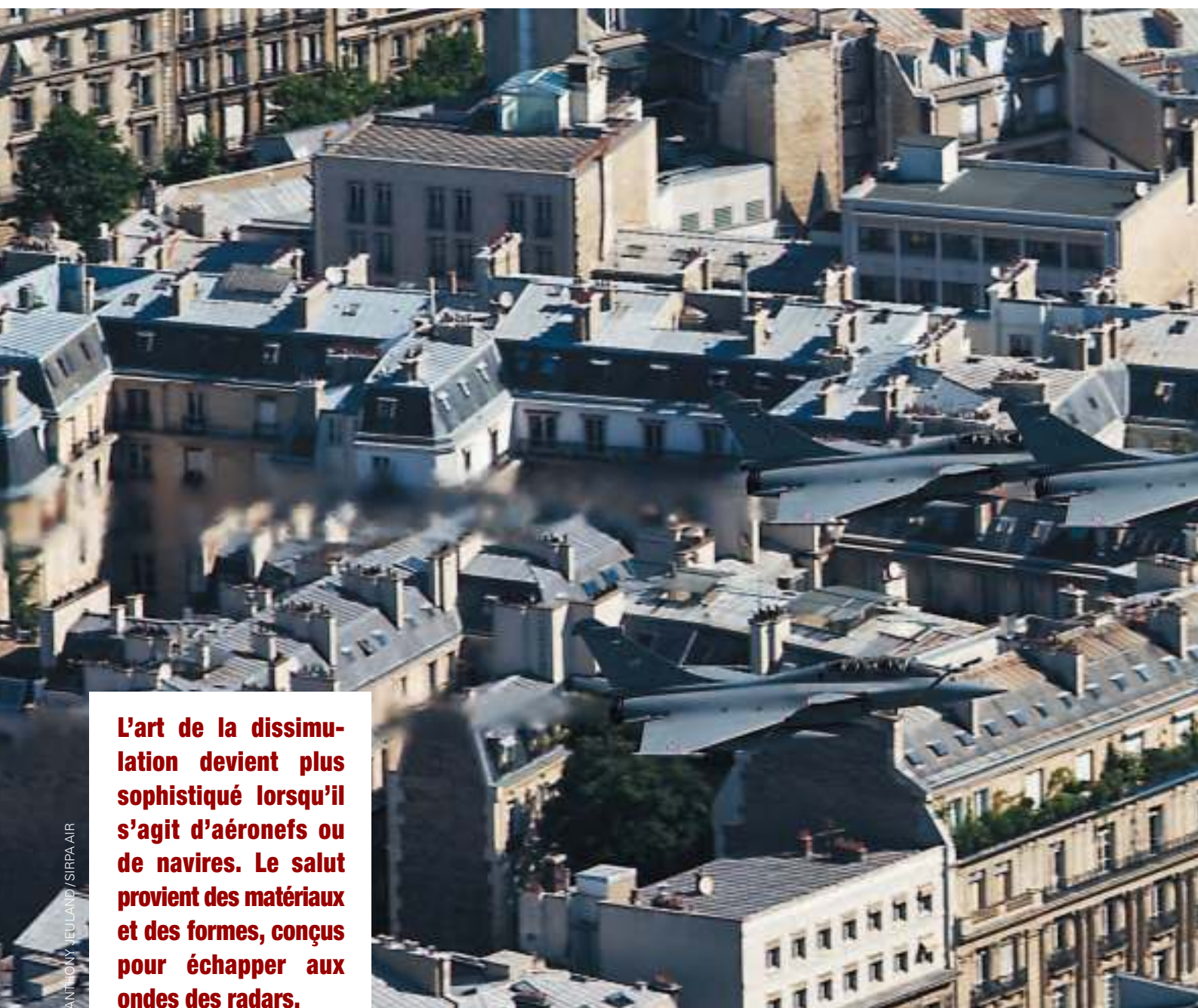
TERRESTRE



– L, comme lumière. De nuit, toute lumière est à proscrire. Les réchauds, les cigarettes, sont visibles à des kilomètres. Mais le danger premier provient des systèmes passifs de vision nocturne dits à intensification de lumière (IL) qui captent la moindre source lumineuse, même parcellaire, pour produire une image proche d'une vision diurne. Attention aussi aux appareils rétro-éclairés en votre possession (montres, téléphone...), qui peuvent vous trahir.

– O, comme odeur. Tout comme une couleur criarde n'a pas sa place dans un milieu naturel, une odeur de tabac, d'essence ou de nourriture sera vite repérable.

– T, comme trace. Veillez à ne pas laisser de traces, aucun résidu de repas, enterrez vos besoins, prenez garde aux empreintes sur les sols meubles. De même des papiers, des brins d'étoffe, etc., seraient autant d'indices de votre présence. ■



L'art de la dissimulation devient plus sophistiqué lorsqu'il s'agit d'aéronefs ou de navires. Le salut provient des matériaux et des formes, conçus pour échapper aux ondes des radars.

ANTHONY JEULAND / SIRPA AIR

Leurrer pour rester dans l'ombre

Pour ce qui concerne les aéronefs, navires et véhicules de combat, les techniques élémentaires de camouflage apparaissent dérisoires face aux capteurs radar, infra-rouge ou thermiques, qui déterminent la position et la forme d'un objectif en quelques secondes. La « dissimulation » réside alors dans la capacité à leurrer ces capteurs en absorbant ou en déviant les signaux qu'ils émettent pour empêcher que l'adversaire obtien-

ne et interprète ces données. Plus que de camouflage, on parle alors de furtivité. Anne-Cécile Limozin, experte en discrétion des aéronefs à la Direction générale de l'armement précise : « Nous cherchons à améliorer la furtivité électromagnétique des aéronefs en réduisant leur Surface Equivalente Radar (SER), c'est-à-dire leur taille apparente vis-à-vis des radars. Pour cela, nous travaillons sur la forme et les matériaux. Même si elle est finement



étudiée dès leur conception, il est possible de faire évoluer leur SER après leur mise en service. »

Côté design, on oublie les arêtes saillantes, les plans verticaux qui renvoient les ondes radars aussi sûrement qu'un mur renvoie une balle. On opte pour le « multifacettes » ou les plans inclinés qui piègent et réfléchissent les ondes dans toutes les directions, rendant plus difficile l'identification du signal. Côté matériaux,

on privilégie les revêtements en composites (fibre de verre, ferrite) qui ont la propriété d'absorber les ondes. Enfin, pour réduire la « signature thermique », on utilise plusieurs couches de peinture à très basse émissivité. Aujourd'hui, le design « furtif » n'est plus l'apanage des seuls avions ou navires militaires. Les lignes et les matériaux des nouveaux véhicules blindés français portent ainsi la griffe du « furtif ».



Sous l'eau, l'ennemi numéro un est le bruit. Celui que font les moteurs – pour la propulsion ou pour fournir l'énergie – celui du frottement de l'eau et de la coque. Grâce à des matériaux sophistiqués et des amortisseurs, les sous-marins ont désormais des signatures acoustiques très faibles.

Procédure de silence

Il peut sembler plus aisé de se camoufler sous l'eau, car la visibilité y est considérablement réduite et l'émission des ondes électromagnétiques n'y dépasse pas quelques mètres. Sauf que le son s'y propage de façon extraordinaire. Sous la surface, se camoufler, c'est donc se faire silencieux. « *La discrétion acoustique dépend de la maîtrise de signaux générés par le sous-marin lui-même*, explique Jean-Pierre Gueguen,

responsable du segment d'ingénierie plates-formes navales à la DGA, *mais aussi de la maîtrise de son environnement acoustique car les signaux sonores ont une trajectoire complexe dépendant de paramètres comme la température, la pression ou la salinité de l'eau.* »

Pour le dernier-né des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) *Le Terrible*, cette capacité à garder le silence réside en



SILENCIEUX



partie dans les silent-blocks placés entre la structure et la coque. Conçus en matériaux composites, ils absorbent les vibrations. Le revêtement de la coque est également conçu pour absorber les sons et réduire la signature acoustique du SNLE. Enfin, le bruit lié à l'écoulement de l'eau le long de la coque est encore réduit par le design et le revêtement de celle-ci.

Le moteur électrique à propulsion nucléaire est silencieux et

l'hélice a été dessinée pour réduire le phénomène de cavitation (implosion de bulles de vapeur) ainsi que la traînée due au déplacement, parfois visible du ciel ou de l'espace. Pour s'assurer de son silence, le SNLE s'auto-écoute en permanence, grâce à des capteurs installés sur les sources potentielles de bruit (pompes, moteur, coque...). Il traque, localise et évalue ainsi les failles sonores qui pourraient le faire repérer. ■



SVEN NACKSTRAND/AFP



JEAN-PIERRE MULLER/AFP



DMITRY KOSTYUKOV / AEP

Le CAM investit la tendance

Après le kaki, le camouflage attaque défilés et podiums. Sur une robe-bustier, un top ou encore des dessous chic, il se décline tout en douceur.

L'utilisation du treillis camouflé dans les armées s'est véritablement développée après la Seconde Guerre mondiale. Il est d'abord l'apanage des unités d'élite. Quelques modèles sont restés célèbres, comme la tenue Léopard des troupes aéroportées françaises ou le treillis Tiger des forces spéciales américaines. Mais, à la fin des années 60, une partie de la jeunesse américaine en révolte s'empare de ce symbole guerrier en le détournant. Dans les campus et les meetings pacifistes, le treillis, camouflé ou non, est récupéré par les opposants à la guerre du Vietnam et devient ainsi un signe ostentatoire de protestation.

Adopté par le mouvement punk à la fin des années 70, le motif camouflage (CAM) devenu symbole de l'anticonformisme, va être utilisé par les stylistes. Décliné en séries par Andy Warhol, il devient un motif populaire. Depuis la fin des années 90, l'imprimé militaire est un objet de consommation de masse et fait définitivement partie de la culture pop. Le CAM est devenu tendance, à la fois chic et branchée, porté dans la rue comme sur les podiums des défilés de haute couture. Mode martiale, style uniforme, mode sportswear, tendance fonctionnelle, il s'affiche sans limites sur toutes les matières.

Art militaire, le camouflage s'est développé lors de la Première Guerre mondiale pour répondre à un impératif tactique de dissimulation. Devenu art populaire, il ne cache plus et permet à celui qui le porte de se démarquer en se faisant remarquer. ■



PIERRE VERDY / AEP

Jacqu

Interview



es Perrin

**« J'ai une fascination pour le Vietnam,
cette terre a de doux sortilèges »**

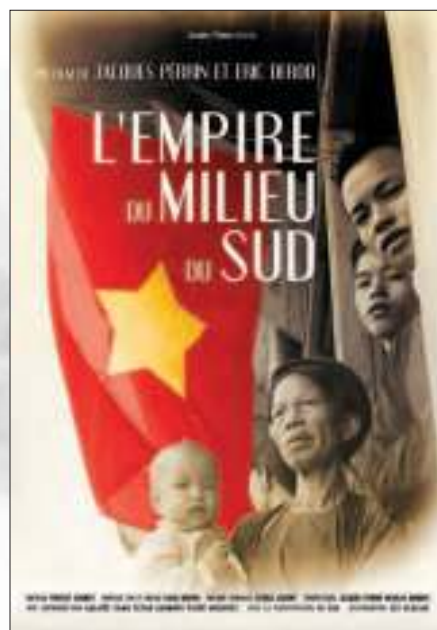
L'Empire du milieu du sud, le nouveau film de Jacques Perrin et Eric Deroo sort le 24 novembre 2010. Ce documentaire constitué d'images d'archives, retrace l'histoire du Vietnam, de la colonisation française jusque la chute de Saïgon. Jacques Perrin a bien voulu répondre aux questions d'*Armées d'Aujourd'hui*.

Qu'est-ce qui a motivé l'envie de faire ce documentaire sur l'ancienne Indochine française ?

J'ai une fascination pour le Vietnam depuis mon premier voyage là-bas dans les années 1960, pour le film de Pierre Schoendoerffer : *La 317^e section*. Mais il semble que tous ceux qui y sont allés ou qui y vont aujourd'hui reviennent marqués par ces terres et par ce peuple. Quelle que soit la raison du voyage, pour le corps expéditionnaire comme pour les autres, cette terre a de doux sortilèges.

Comment avez-vous choisi de raconter l'histoire de ce pays ?

Avec Eric Deroo, nous n'avions pas envie d'aborder l'histoire de façon chronologique et de la présenter comme une suite d'actes et de faits inéluctables. Ce qui est intéressant, avec l'histoire du Vietnam, c'est qu'on ne sait jamais ce qui va arriver, même la veille d'événements majeurs. Dans le film, nous avons voulu faire passer un sentiment, plus qu'une vision. Ce qui nous a intéressés, nous cinéastes, c'est de voir que tous les reporters ou vidéos-



tes qui ont filmé le Vietnam se sont ■■■■ efforcés de trouver le meilleur angle pour définir cette terre. Dans notre film, chaque image raconte un sentiment, on traverse des souvenirs.

Comment qualifieriez-vous *L'Empire du milieu du sud* ?

Je dirais que c'est un poème cinématographique. Un poème qui appartient à tous ceux qui ont fait le Vietnam et qui y ont laissé leurs traces. Nous avons seulement essayé de faire une fresque, nous n'avons pas cherché à orienter le spectateur. Pour le commentaire que je lis durant le film, nous avons puisé dans la

Comédien (il a joué dans *La 317^e section*, de Pierre Schoendoerffer en 1960), Jacques Perrin est aussi producteur et réalisateur (*Microcosmos*, *Océans*, *Tabarly...*). Il a coréalisé son film avec Eric Deroo.

JEAN-JACQUES CHATARD / DICOD

« Je voudrais que le spectateur s'interroge sur la défense de la paix dans le monde, qu'il se dise "plus jamais ça". »

■ ■ ■ poésie et la littérature vietnamienne, mais aussi dans la littérature française et américaine, dans des lettres de soldats ou les propos de ceux qui, venus d'ailleurs, ont cherché à donner un sens à leur présence au Vietnam.

Qu'avez-vous cherché à transmettre au spectateur ?

La beauté des paysages, bien sûr, mais je voudrais, c'est qu'en sortant, le spectateur s'interroge sur la défense de la paix partout dans le monde, qu'il se dise « *Plus jamais ça* ». D'une certaine façon, le film se tourne aussi vers la nouvelle génération car, à l'époque des combats dans les rizières, ce sont des visages de gamins de 20 ans, jaunes ou blancs, qui disparaissaient.

Un mot sur vos prochains projets ?

Je prépare un film sur les pirates somaliens avec Laurent Gaudé (Prix Goncourt 2004 pour son livre *Le Soleil des Scorta*, NDLR). Il raconte deux civilisations : celle des grandes puissances occidentales, dont les richesses sont trop exposées le long des côtes somaliennes, et celle de la Somalie, pays marqué par le chaos politique, la pauvreté et la misère. Le risque là-bas, c'est que la piraterie se

transforme en terrorisme. J'ai aussi un projet de film sur le coup de force des Japonais du 9 mars 1945. Peu de gens se souviennent de cette histoire extraordinaire car, le 9 mars 1945, c'est déjà la fin de la guerre. Mais au Vietnam, l'amiral Decoux, installé par Vichy, est toujours en place. Le film montre ce qui s'est passé avec les Japonais à ce moment-là. Pour l'instant, nous n'avons pas trouvé de titre définitif, mais le film s'inspire du livre *Les Chiens jaunes* (par le légionnaire Alain Gandy, éd. Presse de la Cité, 1991).

Propos recueillis
par Paul Hessenbruch

Fiche technique et artistique

Réalisation : Jacques Perrin, Eric Deroo - **Montage :** Vincent Schmitt - **Montage son et mixage :** Katia Boutin - **Musique originale :** Cyrille Aufort - **Producteurs :** Jacques Perrin, Nicolas Dumont - **Une coproduction Galatée Films-ECPAD-Gaumont Pathé Archives avec la participation du CNC - Sortie nationale le 24 novembre.**

Plus de dix ans de visionnage des documents filmés de l'ECPAD



ECPAD

L'Empire du milieu du sud est l'aboutissement d'une véritable quête à travers tous les documents filmés sur le Vietnam. L'ECPAD, coproducteur, s'est fortement impliqué par une recherche dans son fonds Indochine riche d'images méconnues, de films d'actualités et de documentaires. Pour relever le défi de raconter le 20^e siècle de la péninsule indochinoise en images,

Galatée Films a décortiqué des archives pendant plus de dix ans. Les fonds de toutes les cinémathèques ont été consultés et des centaines d'heures de film visionnées. Le dépouillement des fiches techniques qui avaient été conservées ont permis de retrouver des inédits ou oubliés. C'est ainsi que des séquences entières de *L'Empire du milieu du sud* ont été reconstituées à partir

de sources éparées, dont des documents amateurs qui n'avaient jamais été regardés. Pour Isabelle Gougenheim, directeur de l'ECPAD, « l'engagement aux côtés de Jacques Perrin sur un projet de cette ampleur a été l'occasion de mettre en œuvre des procédures d'identification très spécifiques pour organiser les recherches parmi les 4 millions de clichés et les 23 500 titres de film qui constituent le patrimoine du Cinéma des armées. »

Un premier travail d'analyse et de recouplement a été réalisé pour identifier les images et les situations, afin de ne pas trahir l'histoire et pour répondre aux intentions des réalisateurs. Le patient travail de restauration et de numérisation, exécuté par les équipes de l'ECPAD, a nécessité de se replonger dans les rushes des opérateurs du Service presse information (SPI) d'Indochine, héritiers des premiers reporters des Sections photographiques et cinématographiques des armées, créées en 1915.

« Je suis heureuse que les images de l'ECPAD aient pu contribuer à réaliser une telle œuvre, a précisé Isabelle Gougenheim. Cela confirme l'importance de la sauvegarde et de la numérisation des fonds. »

*Les petites histoires
de la
Grande Guerre*

*Un regard original sur la diversité des enjeux
du premier conflit mondial*



*Ces petites histoires
racontent la Grande Guerre pour mieux la
faire connaître et apprendre :
les débuts de l'aviation militaire,
l'arrivée des soldats américains en France,
l'incroyable réquisition des taxis de la Marne,
le vol du pigeon voyageur ...*



28 courts-métrages à voir en famille

Disponibles sur www.boutique.ecpad.fr

ecpa  **d**
BOUTIQUE



JEAN-BAPTISTE TOURNASSOUD / COLLECTION TOURNASSOUD-ECPAD

1914 : La lessive au 3^e Régiment de zouaves, au camp de la Valbonne

Le 3^e Régiment de marche de zouaves est un régiment de l'armée de terre française créé en 1852 en Algérie et dissous en 1962. Le terme zouave vient du berbère *zwava* qui est le nom d'une tribu kabyle. Pendant la Première Guerre mondiale, il appartient à la 37^e division d'Afrique et il est constitué par le 1^{er} bataillon venu de Constantine et les 5^e et 11^e formés en France. Régiment d'élite, il s'illustre tout au long de la Grande Guerre, enfonçant les lignes allemandes en Champagne (1915), tenant la cote du Poivre à Verdun (1916), prenant part à la défense d'Amiens (1918)... A l'origine, l'expression militaire « faire le zouave » signifie « crâner » ou « montrer sa bravoure avec orgueil ».

Le centre de gravité

un point à géométrie variable...

Essentiel à la cohérence du raisonnement stratégique, il faut, selon le théoricien prussien Carl von Clausewitz, chercher à l'atteindre pour s'assurer la victoire sur l'ennemi. Encore faut-il pouvoir le localiser.

Imaginons une bataille rudimentaire et improbable où deux adversaires de forces exactement égales se jetteraient l'un contre l'autre. L'issue du combat serait entièrement aléatoire, ce qui caractérise le degré zéro de la tactique. L'art de la guerre commence avec l'idée selon laquelle ce n'est pas l'ensemble du dispositif ennemi qu'il faut attaquer, mais un point précis sur lequel on concentrera des forces. Si ce point cède et que la peur qui en résulte est suffisante pour se propager, la formation adverse perdra sa cohérence, et généralement la bataille. Dans une disposition classique de fantassins rangés en ordre de bataille, la protection offerte par la présence des voisins cesse aux extrémités du rang. Les ailes constituent ainsi une cible privilégiée que l'on cherche à atteindre par une manœuvre dite d'enveloppement. Mais on peut aussi, par une manœuvre de rupture, tenter de créer artificiellement une zone d'insécurité en perçant le centre de la ligne ennemie. Dès l'Antiquité, les ailes et le centre d'une armée ont donc représenté des objectifs de prédilection que l'on appellerait aujourd'hui des points

décisifs. La même question se pose lorsqu'on passe du tactique au stratégique. Sauf à envisager l'anéantissement complet de l'adversaire, que faut-il détruire ou neutraliser chez lui pour obtenir qu'il se soumette à notre volonté, définition de la victoire ? Ce point à atteindre, le théoricien prussien Carl von Clausewitz (1780-

1831) l'a appelé centre de gravité (*Schwerpunkt*), terme qui est resté dans le vocabulaire militaire. Le centre de gravité, c'est la clé de voûte de la puissance adverse : la retirer ou la briser entraîne l'écroulement de l'édifice. Ce centre peut résider dans la force militaire (en 1806, à Iéna, la destruction de l'armée prussienne amène l'effondrement de l'État). Il peut

s'incarner dans son dirigeant (la capture de l'Inca par Pizarre, en 1532, provoque la chute de l'empire), ou se situer dans l'opinion publique, comme celle qui a fortement contribué au retrait américain du Vietnam.

Nébuleuses terroristes

Le premier problème de la stratégie est donc de le localiser. Ce qui ne va pas toujours de soi. Par exemple, lors de la guerre du Kosovo, en 1999, où se situait le centre de gravité de la Serbie ? Dans son président ? Dans l'armée fédérale ? Dans l'opinion publique ? De toute évidence, l'état-major de l'Otan n'en savait rien. L'aviation de l'Alliance a frappé là où elle pensait pouvoir le faire (il n'était pas question de bombarder Belgrade) et où cela était supposé « faire mal ». Les attaques ont d'abord porté sur des objectifs militaires, puis sur des infrastructures économiques. La Serbie a fini par se rendre aux exigences de l'Otan. Parce que le centre de gravité a été atteint ? On ignore toujours ce qui a fait plier Milosevic.

La difficulté à déceler un centre de gravité est encore plus manifeste dans le cas de certaines organisations terroristes. Des mouvements des années 1970-1980 comme la Fraction armée rouge en Allemagne ou les Brigades rouges en Italie n'ont pas survécu à l'arrestation de leurs dirigeants historiques parce qu'il s'agissait de structures centralisées. Mais comment, aujourd'hui, déterminer le centre de gravité d'un réseau éclaté comme la « nébuleuse » Al-Qaïda ? Même introuvable, il demeure essentiel à la cohérence du raisonnement stratégique. ■



THIERRY WIDEMANN
chargé d'études à l'Institut de recherches
stratégiques de l'École militaire (IRSEM).

D. VIOLA / DICOD

L'AFFAIRE CICÉRON, 1943

Les éditions Perrin publient en format de poche l'enquête passionnante de François Kersaudy sur les dessous de l'affaire Cicéron. En 1943, un valet de chambre de l'ambassade de Grande-Bretagne à Ankara parvient à photographier des documents estampillés top secret et revend les négatifs à l'ambassade d'Allemagne située à quelques rues de là. L'attaché commercial allemand, un officier des services de renseignement de la SS, contient difficilement son émotion : ce qu'il a sous les yeux pourrait bien

modifier le cours de la guerre. Après authentification des documents, le valet de chambre devient l'agent « Cicéron », et l'affaire du même nom, l'une des aventures d'espionnage les plus étonnantes de la Seconde Guerre mondiale. Cicéron était-il manipulé par les Anglais ? Les Allemands ont-ils découvert les détails de l'opération Overlord (débarquement allié du

6 juin 1944) ? Qui y a-t-il de vrai dans le célèbre film de Mankiewicz *L'affaire Cicéron*, avec James Mason et Danielle Darrieux ? François Kersaudy, qui a eu le privilège de consulter les archives des services secrets britanniques, répond aux nombreuses questions que cette étrange affaire a suscitées durant près de soixante ans.

François Kersaudy, éd. Perrin, coll. Tempus, 211 p., 8 €



UN POSTER SUR LES OPÉRATIONS



L'état-major des armées vous proposera régulièrement un poster illustrant l'engagement des forces déployées en opération. Ces images, prises dans le feu de l'action par les photo-

graphes de la Défense, sont un témoignage précieux autant qu'un hommage rendu à toutes celles et ceux qui agissent sur le terrain. Dans ce numéro, coup de projecteur sur l'opération Haïti 2010.

20 ANS DE GUERRE

Il y a Franz, l'Allemand déserteur que l'on retrouve légionnaire en Indochine, Roger et Abdel, l'un Français, l'autre Algérien, qui, après s'être battus ensemble pour libérer la France, se combattent en Algérie. Et il y a Jacqueline, l'infirmière, comme un trait d'union entre ces trois hommes. De 1940 à 1962, ce sont ces quatre destins pris dans le tumulte de la guerre que le scénariste Hervé Loiselet a choisi de faire vivre dans cette bande dessinée. Sous le crayon du dessinateur Blary, dont c'est le premier album, l'auteur signe ici un récit poignant et humaniste où les gens parfois s'opposent, alors que les sentiments, eux, restent ancrés dans les cœurs.

Blary et Loiselet, éd. Le Lombard, coll. Signé, 88 p., 15,50 €



HISTOIRE DES MARINS FRANÇAIS, vol. 5, 1946-1954

Le contre-amiral (2^eS) Hubert Granier poursuit la publication de sa monumentale *Histoire des marins français*. Ce cinquième volume, consacré aux années 1946-1954, décrit, à travers une quarantaine de biographies, la réorganisation des forces navales au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et leur rôle dans le conflit indochinois.

Hubert Granier, Marines Editions, 640 p., 29 €



SOLDATS DE LA LOI, La gendarmerie au xx^e siècle

Edité sous la direction de Jean-Noël Luc, professeur à l'université Paris-Sorbonne, l'ouvrage propose une observation richement documentée des missions des gendarmes français tout au long du xx^e siècle. Un voyage à travers la gendarmerie, qui entraîne le lecteur sur les traces de cette force de police originale, tout en l'éclairant sur les péripéties de la dualité policière en France et sur les interactions entre force publique et société. Une façon de mieux comprendre, notamment, l'articulation entre la tradition militaire de la gendarmerie et la culture du service public.

Jean-Noël Luc (dir.), éd. PUPS, coll. Mondes contemporains, 544 p., 26 €

